

# Critique Communiste

Revue mensuelle de la Ligue communiste révolutionnaire  
(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

N°76

JUILLET 1988

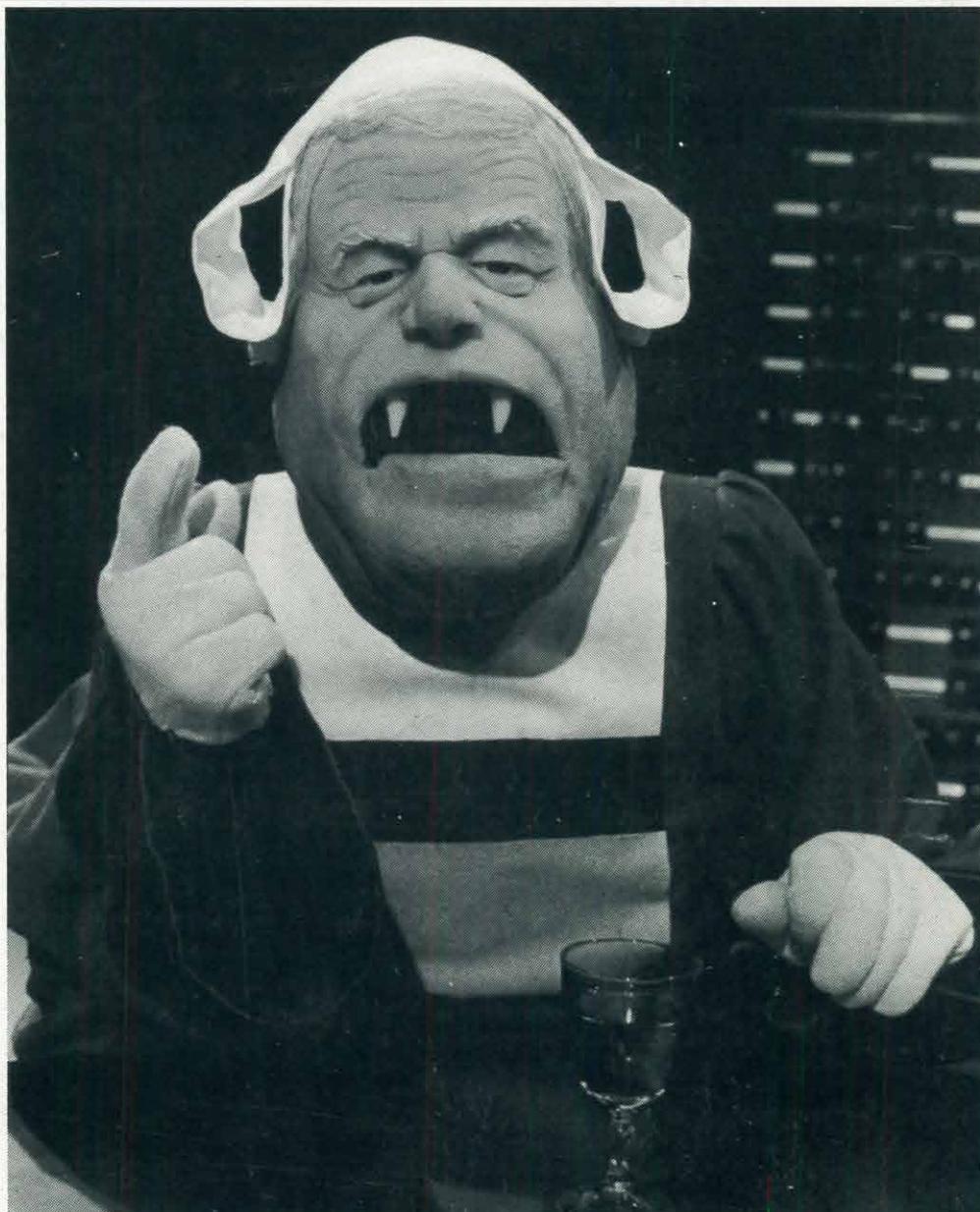
20 F

SAVOIR  
ET CROIRE

Quatre questions  
à Anne Tristan

L'illusion  
démocratique

Livres



**L'ASCENSION DE LE PEN EST RESISTIBLE**



# L'ASCENSION DE LE PEN EST RESISTIBLE

Nul écho, dans cette assertion, du climat ambiant ! Il a, en effet, suffi d'un recul du Front national à 10 % après les 14,4 % de la présidentielle, et de l'escamotage de sa représentation parlementaire par le scrutin majoritaire à deux tours, pour qu'un rideau de fumée soit tiré devant les angoisses de l'après 8 mai. « *Voyez, le danger n'était pas si grand !* » « *Rassurons-nous, la bête est retournée à son marais !* »

Cet optimisme de façade, et toxique, nous ne le partageons pas. Il n'y aura pas de retour à la case départ. Le lepénisme est là, omniprésent, hantant cette nouvelle situation politique dont on n'a pas fini de prendre les mesures.

Le caractère *relatif* du recul subi par le Front national, qui s'explique par les spécificités des élections législatives et les faiblesses de son encadrement de notables locaux (que les prochaines élections municipales pourraient corriger !) pèse de peu au regard du caractère *absolu* de ce qui s'est joué dans les Bouches-du-Rhône. Sans guère susciter davantage qu'exploitation rouée à gauche, et complaisance penaude à droite, le conservatisme bourgeois, toutes tendances contaminées, a scellé l'alliance avec le Front national, le reconnaissant partenaire obligé.

Il y avait eu l'accord municipal de Dreux, les cinq présidences de conseils régionaux assises sur un accord avec le Front national, les propos des uns et des autres, la politique concrète de Chirac-Pasqua... Avec le pacte Le Pen-Gaudin, en un silence complice que ne saurait troubler quelques protestations dignes et isolées, cette alliance prend la force d'une évidence qu'on ne voit plus, parce qu'on tend à l'accepter. Illusion, lorsque tout bascule, d'une immobilité rassurante...

Même en ces temps estivaux, il convient de refuser la tentation de la facilité. Le Pen n'est fort que de l'incapacité de ses adversaires à le « voir venir ». Ne pas quitter la menace des yeux est la condition pour la repousser. L'objectif de ce numéro n'est pas de donner une prime au catastrophisme, mais d'aider à la vigilance face à un fascisme renaissant, et toujours inédit.

## SOMMAIRE

**4** *Savoir et croire*, par Alain Brossat.

**11** *Quatre questions à Anne Tristan*.

**13** *Historiens allemands et crimes nazis*, par Enzo Traverso.

**16** *Le Pen, miroir de la France 1988*, par Alain Pollat.

**18** *Fascisme, lepénisme et bourgeoisie*, par Francis Sitel.

**24** *L'illusion démocratique*, par Nicolas Maheu.

★  
★ ★

**27** *Les intellectuels allemands contre le nazisme*, par Michaël Löwy.

**29** *L'horreur pénale*, par Didier Hanne.

**31** *Un appel à la lutte idéologique*, par Michaël Löwy.

★  
★ ★

**32** *L'Ennemi intérieur de Maurice Rajsfus*, par Salah Jaber.

# Savoir et croire

## A propos de Le Pen et autres menus détails

ALAIN BROSSAT

**E**n 1942, exilé au Brésil, Stefan Zweig avala du poison et mourut. Ayant longtemps scruté la catastrophe et le flot obscur qui emportait son monde d'hier — sa culture, ses amis, ses livres, son pays —, il ne discernait alors d'autre moyen d'échapper à la « main du destin ». Dans ses mémoires<sup>1</sup>, achevés peu avant son suicide, il s'interroge sur la stupéfiante cécité manifestée par ses contemporains — allemands, avant tout — face à la montée du nazisme. Les monarchistes, note-t-il avec une ironie trempée dans l'encre la plus noire, étaient convaincus que l'accession de Hitler au pouvoir ne pouvait que constituer un prélude au retour triomphal de l'Empereur ; les nationaux-allemands<sup>2</sup> ne doutaient pas un instant que Hugenberg, leur ténor, ne ferait qu'une bouchée du caporal autrichien ; l'industrie lourde se réjouissait de la montée en puissance d'un homme à poigne capable de la délivrer de sa crainte atavique du bolchévisme ; le petit commerçant se voyait déjà débarrassé de la concurrence des grands magasins ; la caste militaire jubilait à entendre les diatribes antipacifistes du Führer ; les sociaux-démocrates eux-mêmes trouvaient plus qu'une consolation à l'idée que, du moins, leur redoutable adversaire saurait mettre les communistes au pas... A ce palmarès de l'aveuglement établi par Zweig manquent ces mêmes communistes. C'est dommage : eux aussi étaient convaincus qu'après celui du gnome dérisoire et gesticulant viendrait leur tour.

Zweig, certes, n'était pas un grand politique et il n'entendait rien au marxisme. Son domaine d'élection, c'était l'« âme humaine », la psychologie des profonds. Ses mémoires sont ceux d'un témoin horrifié, non pas d'un acteur. Et pourtant, son étonnement désespéré et sa méditation sur l'aveuglement face à l'horreur montante nous frappent par leur actualité.

La très grande force de personnages comme Mussolini, Hitler ou Le Pen est de faire irruption dans l'arène politique comme des pitres, des bateleurs. Si vulgaires dans leur démagogie, tant excessifs dans leurs gesticulations, inconsistants dans leurs divagations idéologiques — si

différents de ces statues de cire que sont communément les hommes politiques — qu'on ne les prend pas au sérieux. Des clowns, des Auguste pour faire rire ou se faire peur le temps d'un petit tour de piste. Depuis que Le Pen exhibe ses biceps et sa graisse sur les tréteaux, on ne cesse de nous répéter que c'est Poujade qui recommence et que tout ceci ne durera que le temps d'une foire ou d'une crise nécessairement destinée à s'effacer au profit de jours meilleurs ; on ne cesse de nous répéter que, pour fâcheuses que soient les proportions prises par la baudruche, il ne faut pas confondre : Le Pen c'est moche, comme une chiure de mouche sur le drapeau, comme un furoncle au front de Marianne ; mais rien à voir, Dieu vous garde, avec Hitler, le nazisme, les camps de concentration. Une petite crise d'acné, pas la peste.

### S'HABITUER ?

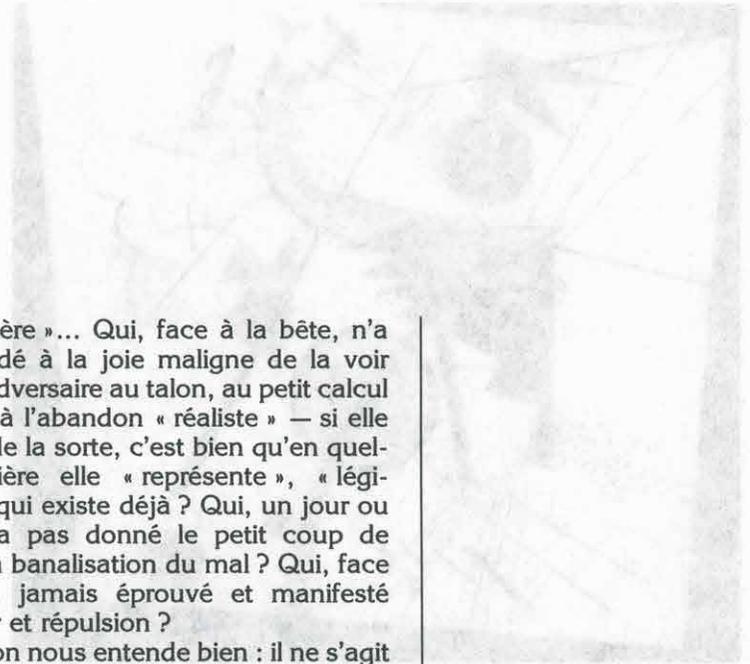
Ce qui nous intéresse ici en premier lieu, c'est moins la validité de telle ou telle comparaison historique que cet irrépressible besoin de se rassurer qui, nécessairement, nous ramène à Zweig. Cet horrible sang-froid qui, d'un revers de main, congédie la rage et le dégoût, la répulsion et la haine. Cette indéfectible propension à détourner le regard de ce qui constitue le monstre en tant que monstre — sa monstruosité —, cette réticence à l'appeler par son nom. Tout concourt ainsi à banaliser le mal et à nous accoutumer à vivre dans sa proximité, à cohabiter avec lui, comme on s'habitue à vivre dans les parages d'une usine chimique dont les cheminées déversent jour et nuit des fumées empoisonnées. Tout : un certain discours historien dont les verdicts (« national-populisme à la française ») sont salués par force soupirs de soulagements ; la légitimation médiatique de la bête fondée sur l'équation au front de bœuf : « représentatif » = fréquentable au même titre que « les autres » ; une trompeuse ambiance de paix civile où nous voyons, grande première, le monstre prospérer non point au fil de l'émeute, du cataclysme, du progrome ou de la guerre, mais d'élections, de prestations télévisées,

de processions sans plaies ni bosses aux pieds de Jeanne d'Arc... Non, décidément, la bête n'est pas bien méchante qui ne mord guère qu'en paroles et se contente d'engraisser au soleil de la crise !

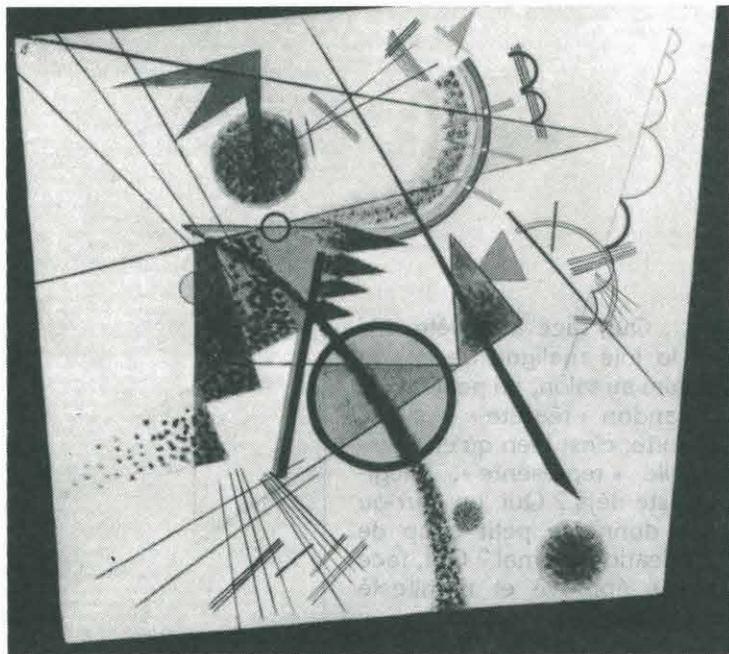
Même lorsque l'immonde grimpe à 14 %, on se rassure : la vipère est encore bien petite, comparée au boa social-démocrate, par exemple. Mais il faut apprendre d'autres regards, se contraindre à d'autres questions : quels sont l'écho et l'enracinement des idées et représentations du Front national dans la police, dans l'armée — à la lumière de certains « faits divers » ou de certains événements néo-calédoniens, par exemple ? Quelle variante possible, quelle dynamique d'avenir éventuelle dessinent les déclarations de Pasqua sur les « valeurs », l'accord « local » de Gaudin avec le FN ? Ici, il n'est pas mauvais de se rappeler un peu d'histoire — pour penser l'inconcevable : comme le signale Zweig, dans un contexte donné, Hitler bouffia bien tout cru les puissants nationaux allemands — dans l'enthousiasme mutuel. Il n'est plus question ici d'arithmétique (électorale), mais de dynamique, de conjonction de facteurs, de conjoncture possible. Et, toujours dans le fil de Zweig : qui, évaluant d'un œil de profane ou de spécialiste l'« effet Le Pen », n'est pas, un jour ou l'autre, tombé dans le piège du « à quelque chose malheur est bon » ? Qui n'a pas retrouvé dans le propos du démagogue l'écho plus ou moins assourdi de son propre credo ? N'oublions jamais ce très large consensus larvé autour de l'utilité de la bête : pour les uns, il était heureux qu'elle fût là pour jeter la zizanie parmi les droites — et ils lui en ont largement fourni les moyens ; pour les autres, il fallait bien admettre que le bateleur vulgaire « posait de vraies questions » — même si, rassurez-vous, il y apportait de mauvaises réponses —, pour d'autres encore, il convenait de reconnaître les évidents mérites de sa foi libérale, au sens reaganien du terme ; pour d'autres encore et encore, il fallait bien saluer en lui le patriote soucieux de l'identité française et de l'intégrité nationale ; sans oublier ceux qui, naguère très rouges et pas racistes pour un sou, se réjouissent de voir le loup parachever l'œuvre salutaire de liquidation du PC dans ces banlieues désespérées par le chômage

et la « galère »... Qui, face à la bête, n'a jamais cédé à la joie maligne de la voir mordre l'adversaire au talon, au petit calcul intéressé, à l'abandon « réaliste » — si elle prospère de la sorte, c'est bien qu'en quelque manière elle « représente », « légitime » ce qui existe déjà ? Qui, un jour ou l'autre, n'a pas donné le petit coup de pouce à la banalisation du mal ? Qui, face à lui, n'a jamais éprouvé et manifesté qu'horreur et répulsion ?

Que l'on nous entende bien : il ne s'agit pas ici simplement de stigmatiser telle manœuvre retorse de la social-démocratie ou telle évidente manifestation de la contamination croissante de la droite dite classique par les miasmes des égouts. Il n'y a là rien de nouveau. Confrontée aux catastrophes imminentes (1914, 1933 en Allemagne, 1939-1940 chez nous), la social-démocratie n'admet de leçons de cécité de personne : regroupée autour du drapeau, elle entonne ses cantiques patriotiques et ferme les yeux dans l'espoir que la bête se contentera de dévorer les rouges, sans piétiner les roses. Quant à la droite « classique », elle ne constitue en rien, dans la tradition française, une essence distincte de l'extrême droite activiste, une essence démocratique, opposée à une autre, fascisante, fasciste, totalitaire. Le gaullisme, sa guerre contre l'OAS et son habile gestion du patrimoine de la Résistance ont, de ce point de vue, brouillé les cartes ; mais le paysage dans lequel nous vivons a une histoire plus ancienne : le front anti-dreyfusard, les ligues des années trente, la lutte contre le Front populaire et le soutien à l'Espagne franquiste, la collaboration, l'anticommunisme de guerre froide et les crispations néo-colonialistes... Sur toutes ces « scènes » de notre histoire contemporaine, la droite que certains appellent « civilisée » et celle dont ils admettent qu'elle ne l'est guère s'interpénètrent davantage qu'elles ne se distinguent comme essences, comme blocs. De ce point de vue, les affrontements et querelles de boutiques politiques, électorales constituent un trompe-l'œil permanent. Il faut remettre les choses sur leurs pieds en se rappelant, par exemple, que cette « académie » de la Nouvelle droite qu'est le Club de l'Horloge n'est pas davantage lepéniste que chiraquien et en se demandant ce qui,



« L'identité française »  
557 - www.les-temps.com



Wassili Kandinsky  
Dans le carré noir, 1923

tout bien pesé, concernant l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, distingue les rêves et cauchemars d'un Pons de ceux d'un Stirbois...

## Y CROIRE

Mais là n'est pas l'essentiel. L'essentiel est qu'au fond, personne ne « croie » vraiment à la bête, c'est-à-dire à son aptitude à produire la catastrophe. La bête irrite, répugne, inspire honte (d'être français) et parfois amusement, mais en réalité, elle ne fait pas vraiment peur — je veux dire peur pour l'air que nous respirons, notre vie, nos droits, notre culture, nos filles et nos compagnes. Nous n'y croyons pas — au sens où Zweig s'étonne que l'on n'y ait pas cru. Au fond, face au monstre bavant et éructant son fiel à hauteur de 14 %, tout le monde, et pas seulement les démocrates perclus d'illusions démocratiques, croit spontanément à la démocratie, à la paix civile, à l'inébranlabilité des institutions qui en garantissent la pérennité. Si ce n'était pas le cas, les révolutionnaires eux-mêmes ne manifesteraient pas un tel sang-froid, voire, pour certains, une telle indifférence face à la crue des eaux sales. Cela n'a rien de particulièrement original : on croit toujours davantage à l'air que l'on respire, au monde dans lequel on est né qu'aux emphatiques « leçons de l'histoire ». Malgré la guerre d'Algérie et Mai 68, souvenirs lointains et plus festif que cataclysmique pour le second, nous croyons à la paix civile et à la « démocratie » (celle qui nous permet de passer nos vacances où nous l'entendons, de tenir nos meetings, de lire *Politis*,

manger sans ticket de rationnement et de lire Bataille ou Duras) bien davantage qu'à sa fin possible. Face au Mal, au cataclysme possible, on préfère toujours, en règle générale, croire en l'éternité des choses que savoir. En 1933, les démocrates et les Juifs d'Allemagne continuaient de croire que les institutions de la République de Weimar et les traditions de la grande culture allemande pèseraient davantage que les billevesées et les scénarios d'apocalypse de Hitler. Et pourtant, il leur était bien difficile de ne pas savoir les intentions du Führer. En pleine extermination des Juifs d'Europe, le président Roosevelt et les dirigeants de la communauté juive américaine, submergés d'informations alarmantes concernant les camps et les chambres à gaz n'y croyaient pas : ce génocide en marche n'entraîne pas dans leurs catégories et représentations : un peuple civilisé ne peut pas faire ça<sup>3</sup>. Et puis, à un niveau plus prosaïque, cela dérangeait leurs plans et leur routine, de le savoir.

## L'ILLUSION RETROSPECTIVE

Dans un contexte où les enjeux de cette dialectique du savoir et du croire ne se comparent guère, évidemment, nous assistons néanmoins au retour de ce même goût de ne pas savoir. Un journal comme *le Monde* aussi bien que les ténors de la social-démocratie sont passés maîtres dans cet art spontané du *wishful thinking* face à la bête : qu'elle trébuches lors d'élections locales, qu'un ancien lieutenant du bateleur viennois crache dans sa soupe, que sa fraction parlementaire se lézarde, qu'une opportune réforme du mode de scrutin viennois réduise cette dernière à la portion congrue — et c'est déjà l'hallali : on vous l'avait bien dit, cela ne pouvait pas durer. Ou bien alors, c'est l'illusion rétrospective, sur fond de minables calculs électoralistes, qui vient enfoncer le clou : le fascisme, c'est les foules déchaînées et fanatisées dans la rue, les livres qui brûlent, les Juifs exterminés, la guerre... et Le Pen, vous le voyez bien, rien de tout ça. Donc : ses quatre millions d'électeurs (auxquels nous tendons une main fraternelle et intéressée) ne sauraient en aucun cas être vitupérés comme « fascistes ». Ou bien encore, vilains récupéra-

teurs mangeant à tous les rateliers : lisez le livre d'Anne Tristan relatant son expérience au Front : « l'ennemi est gentil », le porteur d'eau du Front est un Français comme vous et moi, dont on a abîmé la vie et qui en bave dans ses quartiers de haute insécurité...

Ces commis en assurance et rassurance n'oublent qu'une chose : la plèbe désorientée, désespérée, enragée qui a porté Hitler au pouvoir était, elle aussi, « gentille » : elle ne rêvait pas de chambres à gaz, n'avait rien en particulier contre Thomas Mann ou les Russes. Elle n'était qu'une masse déboussolée par le chômage et la misère, un agrégat de rancœurs et de colères prêtes à se coaguler et se « transcender » dans des délires et aventures imaginaires. Ce à quoi nous assistons en France aujourd'hui y ressemble furieusement : cette conjonction dans un mouvement impétueux de rages aveugles et d'intérêts disparates, cette mise en discours, en idéologie d'aigreurs, d'angoisses dispersées, ce miracle des solutions aussi limpides qu'imaginaires : trois millions de chômeurs, trois millions d'immigrés... L'après, la suite et la fin, la transformation éventuelle du bouton puant en rose de sang bien éclos, c'est autre chose : question de conjoncture, de dynamique où viennent se conjuguer bien d'autres facteurs que la simple crue de cet égout-là. Mais que l'on ne vienne pas nous asséner le distinguo tranquillisant à priori : à moins de tomber dans les clichés vulgaires de la psychologie des peuples, il n'y a pas de raison particulière de trouver à la populace lepéniste de 1988 meilleure figure qu'à la plèbe nazie de 1930. Ce que dit Trotsky de la seconde — une humanité « en miettes », atomisée et enragée — s'applique parfaitement à la première.

Ces évidences, les « démocrates » de tout poil n'aiment pas qu'on les rappelle, parce qu'ils ne savent, caméléons sans mémoire, que penser l'éternité du moment présent : lorsque brille le soleil de la prospérité, ils transmutent en « valeurs », en éthique sociale les dividendes de la bonne fortune du système ; lorsque le ciel s'assombrit, ils ouvrent le parapluie philosophique de l'individualisme, de la nécessaire concurrence et de la rage de vaincre. Leur seul credo est au fond celui du bien

fondé du moment présent. C'est pourquoi ils n'ont jamais su et ne sauront jamais penser la barbarie en gestation et les catastrophes possibles. L'espérance naine et myope qu'ils entretiennent — et qui entre si facilement en résonance avec le peu de goût de chacun à envisager le pire — se situe aux antipodes de celle qui, nécessairement, entre en composition dans l'action révolutionnaire. Contrairement à ce qu'imaginent (c'est beaucoup dire) les pétroliers d'hier devenus notaires, cette dernière n'est pas la symphonie ampoulée et vide d'un avenir incertain, inaccompli, « non advenu ». Elle est cette perception de l'histoire qui ne confond pas le réel avec la composition de l'Assemblée nationale ou les langueurs de Brejnev. Elle est cette perception des courants souterrains de l'histoire qui permet de concevoir et le meilleur et le pire possibles. Le Pen est nécessairement inconcevable comme agent de la catastrophe possible que pour qui, tout à ses petites certitudes démocratiques et patriotiques, les consensus encore dominants de la « civilité » française sont éternels. Mais combien de fois, de la Commune de Paris à la guerre d'Algérie les a-t-on vus s'effondrer ? Gorbatchev est nécessairement inintelligible pour qui, tout à son credo antitotalitaire, a toujours confondu l'immobilité des tours du Kremlin avec le mouvement de la société soviétique. Dans les deux cas, c'est en scrutant un passé non visible à l'œil nu que l'on peut concevoir l'avenir ou les avénirs possibles — s'inscrire sans craindre de savoir dans une histoire ouverte au pire comme au meilleur.

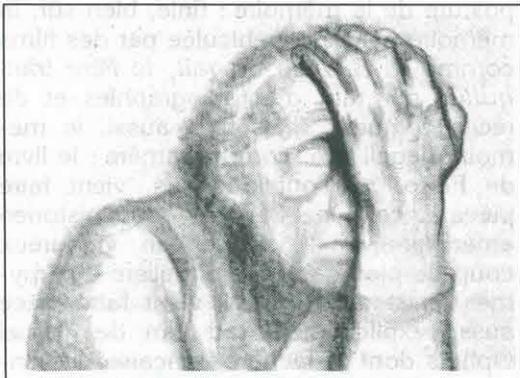
Sans doute la facilité avec laquelle Le Pen et le courant qu'il représente se sont trouvés légitimés dans la France des années quatre-vingt est-elle étroitement liée à un état de la mémoire collective. L'historien K. Pomian remarque qu'« une époque révolue se met, quand vient son heure, à fonctionner comme un écran sur lequel les générations qui se suivent peuvent projeter, en les objectivant, leurs contradictions, leurs déchirements, leurs conflits<sup>5</sup> ». Depuis des décennies déjà, Vichy, la Résistance et la collaboration jouent ce rôle en France, réactivant inlassablement de vieilles fractures, poursuivant dans les batailles de mémoire le fil

jusqu'à la Commune de Paris, si ce n'est jusqu'à la Révolution française. Simple-ment, il y a belle lurette que le *résistancialis-isme* a cessé de jouer le rôle de mythe dominant, consensuel qu'il a pu jouer du milieu des années cinquante au milieu des années soixante-dix<sup>6</sup>. Depuis 1968, en fait, nous le voyons s'user, se déliter et cesser d'être cet imposant colloïde à l'époque où bien peu auraient songé à contester au PCF le titre de « Parti des 75 000 fusillés » et où Malraux célébrait Jean Moulin. Nous l'avons vu se déliter au cinéma avec ce film-symptôme de la crise de la mémoire que fut *le Chagrin et la pitié* (1971), avec *Lacombe Lucien* de Louis Malle, avec *Section spéciale* (1975), avec *Français, si vous saviez* (1973), *Portier de nuit*, *les Guichets du Louvre* et quelques autres. Nous l'avons vu se déliter en politique avec l'« affaire » Marchais (le STO), la grâce accordée par Pompidou à Touvier, chef de la milice (1971), les multiples rebondissements de la polémique autour de l'arrestation de Jean Moulin ; nous l'avons vu se déliter d'une manière plus ou moins subtile et insaisissable autour de l'essor de ce qu'on a appelé « la mode rétro » ou en tout cas d'un investissement massif de la période de l'Occupation comme « bon projet », lieu, paysage, « écran » intéressant pour faire-de-l'art, esthétiser le réel : des œuvres d'aussi grande qualité que *le Roi des aulnes* de Michel Tournier ou *le Dernier Métro* de François Truffaut doivent elles-mêmes être saisies dans ce contexte où le nazisme, voire Vichy, sont saisis par l'« esthétisation »<sup>7</sup>.

Ici, bien sûr, les batailles d'idées et de mémoire, les « modes » et les mouvements esthétiques ne vont pas leur petit bonhomme de chemin hors des circuits de l'histoire contemporaine. La guerre d'Algérie, avec les nouveaux partages des eaux qu'elle apporte tout en réactivant de l'ancien voire de l'archaïque (les vieux pétainistes sont, naturellement, Algérie française, mais des résistants comme Bidault et Soustelle aussi), mais aussi, ne l'oublions pas, Mai 68, avec sa passion de révoquer en doute les héritages et patrimoines proposés par les « pères », ont puissamment contribué à ce démantèlement des consensus de mémoire concernant la période 1939-1945, péniblement

mis en place au fil de trois décennies. Comme le remarque avec à propos Henry Rouso<sup>8</sup>, lorsque ce miroir se brise, lorsque ce mythe agrégateur se trouve dépecé, on ne débouche pas, contrairement à toute attente, sur l'indifférence ou le silence. Surgit au contraire le moment de l'obsession. Cette période de mauvaise mémoire (1939-1945) dont nous saisissons tous instinctivement qu'elle constitue un nœud décisif de notre histoire, même si nous sommes nés bien après la Libération de Paris ou la mort de Pétain, remplit plus que jamais son rôle d'écran de nos déchirements et conflits, de nos problèmes identitaires, de notre mal-être au présent. Chaque année, insiste Rouso, apporte sont lot de résurgences, de révélations, d'« affaires », de scandales : de l'« affaire » Manouchian au procès Barbie, des faurissonnades au « détail » de Le Pen... Simple-ment, les jeux, enjeux et re-jeux de cette mémoire se déroulent désormais dans un paysage déminé par la dispersion et l'éclatement. Depuis une décennie, par exemple, nous assistons à l'essor très vigoureux et spectaculaire d'une mémoire juive pour laquelle cette « scène » (le nazisme, le génocide, la collaboration, la Résistance) occupe évidemment une place centrale ; cette mémoire a ses références, son horizon, sa « grammaire » propres, particuliers où l'évolution de l'Etat d'Israël et les nouveaux sentiments de l'identité juive occupent une place essentielle mais, remarquons-le, cette mémoire elle-même, qui mit si longtemps à s'imposer et creuser son sillon dans la France d'après la Seconde Guerre mondiale, est fondamentalement en conflit, divisée, dispersée : quoi de commun entre la mise en nouvelle (?) philosophie de leur être-juif par André Glucksmann et Bernard-Henri Lévy et les citrons acides cueillis par l'historien Maurice Rajsfus sur l'arbre de la mémoire juive ? C'est là tout un paysage qui se dévoile. Nous sommes en pleine période de réorganisation, de reterritorialisation de la mémoire de cette période-écran ; tout se passe comme si chaque groupe, chaque « tribu » venait y projeter son propre film, y poursuivre ses obsessions, ses troubles et ses rancœurs, tenter d'y faire valoir sa mémoire contre celle des autres : révisionnistes (négationnistes serait plus appro-

prié) d'un côté, glissant sur la pente de leur délire (mais non sans effets pervers bien au-delà de leur cénacle : en plein procès Barbie, des lycéens auxquels on faisait, à l'occasion, un petit cours sur le nazisme et le génocide, réclamaient, « pour l'objectivité », que l'« autre point de vue » soit aussi présenté ou représenté...), associations d'anciens déportés et résistants de l'autre, entretenant inlassablement la flamme de la piété et du souvenir<sup>9</sup> ; néo-conservateurs dont le gratin se regroupe dans le Club de l'Horloge, lorgnant avec intérêt du côté du débat « révisionniste » allemand : ils ont compris eux aussi que ce n'est pas sur les chambres à gaz qu'il y a lieu de mener bataille, mais bien sur la désignation du vrai barbare, du véritable ennemi, de l'adversaire atavique : non pas le nazi, mais l'asiatique rouge... ; orphelins de la maison



Käthe Kollwitz. *Femme pensive*, 1920.

Marchais, achamés à gérer un colossal héritage de mémoire par eux-mêmes dilapidé — au point que lorsque Lajoinie traite Le Pen de fasciste sur un plateau de télévision, le spectateur-électeur ne ressent plus guère que l'excitation de l'habitude des jeux du cirque, au premier sang...

Insistons : cet écran n'a jamais été aussi sollicité, cette mémoire des années troubles aussi présente que depuis que les balises consensuelles en ont été arrachées ; comme le note Rouso, « *cette œuvre arrive de loin en tête de toutes les réminiscences véhiculées par la classe politique* » : lorsqu'on se « traite » à l'Assemblée, de gauche à droite, de droite à gauche, c'est nécessairement ce référent-là qui est mobilisé, encore et tou-

jours ; c'est très simple : la droite et l'extrême droite n'ont pas de leçons à recevoir de ceux qui ont approuvé le Pacte entre Staline et Hitler jusqu'en juin 1941, ni de ceux qui ont voté les pleins pouvoirs à Pétain en 1940 ; les gauches, elles, n'ont pas de leçons à recevoir de ceux qui ont hérité de l'oriflamme défraîchi du pétainisme... Et puis surtout, l'heure est au vertige généralisé — plus qu'au doute méthodique : l'idée qu'au fond le fascisme (à la française, notamment) a couvé, du tournant du siècle aux années quarante, puis à nouveau de l'ultra-gauche au révisionnisme — cette idée a fait son chemin aussi bien du côté du Club de l'Horloge que dans les livres d'intellectuels progressistes tels que Zeev Sternell ou Alain Finkelkraut<sup>10</sup>. Le procès de Barbie, au moins autant qu'il fut l'occasion de ressouder un consensus minimal de la piété, fut celle d'entrer dans l'ère du doute : qu'est-ce qu'un crime contre l'humanité ? Qui a livré Jean Moulin à la Gestapo ? Pourquoi les organisations juives n'avaient-elles pas dispersé, en 1944, les enfants d'Izieu ? N'y a-t-il pas quelque chose de vérité dans l'argumentation de M<sup>e</sup> Vergès autour de la relativité de tel génocide rapporté à tel autre ? Etc. Le doute est partout. Plus que jamais, « le cadavre est encore chaud » et, comme le dit encore Rouso, « *l'heure n'est pas au médecin légiste, mais bien plutôt au médecin tout court, voire au psychanalyste* ». Dans notre rapport à ce nœud de notre histoire que constitue la période 1939-1945, nous vivons bien encore à l'heure de la mémoire, de ses tribus, de leurs batailles. Nous sommes bien loin encore de l'« objet froid » ; la mémoire a bougé, s'est déplacée, remodelée — mais il nous est beaucoup plus facile encore d'écrire l'histoire de la mémoire de cette période depuis 1945 que d'entreprendre de l'historiser. On le voit bien à lire la monumentale biographie de Pétain<sup>11</sup> que Marc Ferro a publiée en 1987. Placé sous le signe tutellaire de Braudel, ce livre énonce d'emblée son ambition : dire du neuf sur Pétain, le saisir dans le paysage des années fatales (1939-1945) loin des passions et des affrontements tribaux, en renonçant aux souvenirs du témoin et aux facilités de la guerre civile, poursuivie dans le monde symbolique du récit historique.

« L'historien, prévient Ferro en préambule, doit conserver, expliciter, analyser, diagnostiquer. Il ne doit jamais juger. » L'analyse historique, c'est le contraire de la mémoire vécue.

Comment Ferro fait-il face à son audacieux pari ? Avec une habileté qui, à mon sens, rend hommage à son talent, mais infirme ses présupposés épistémologiques teintés de positivisme : en écrivant un livre « ouvert », « modéré » sur Pétain, où la volonté de tenir en lisière l'indignation, les coups de cœur, le dégoût, la détermination à s'émanciper des évidences vécues de la mémoire et de l'expérience produisent moins un savoir nouveau qu'un regard moins acerbe, plus « compréhensif », parfois, sur Pétain. Mais ce n'est pas là, encore, me semble-t-il, cette « histoire » que Ferro oppose aux crispations et affrontements de la mémoire. C'est une mémoire qui se déplace et tente de produire de nouveaux consensus, plus « détendus », plus équitables peut-être ; à vrai dire, cette volonté de « calmer le jeu » autour de la mémoire du pétainisme, de rassembler autour d'un consensus de mémoire largement acceptable, au-delà des immobilismes claniques, cette manière de militer en historien pour la paix civile — contre le démon bien français de la guerre civile —, tout ceci suscite en nous comme un sentiment de déjà vu... Une certaine *Lettre au Français* d'un certain candidat à la présidence de la République. Il me semble bien me rappeler d'ailleurs, sans vouloir être bovin ni schématiser à outrance, que Marc Ferro l'a signé, l'appel au « rassemblement » dudit candidat... Là où se rencontrent d'une manière aussi nettement perceptible effets d'actualité et préoccupations épistémologiques, la mémoire a encore de beaux jours devant elle...

En un sens, le livre de Ferro me fait penser au film de Malle *Au revoir les enfants*. L'un et l'autre pourraient porter en sous-titre : « ou : la nostalgie du consensus ». L'un et l'autre militent avant tout pour une mémoire où prendrait le dessus sur les aigreurs, le vertige identitaire ou le cynisme une perception rassérénée de ce passé — autour de laquelle nous sommes invités à nous rassembler. Le film de Malle traite certes d'un sujet douloureux, mais ce n'est pas, contrairement à *le Chagrin et la*

*pitié* ou *Shoah*, un film destiné à nous ouvrir les yeux en nous accusant ; tout au contraire, c'est un film qui nous remet en selle, restaure en notre âme et conscience un certain sentiment de dignité et de légitimité : ces bons pères qui cachent et éduquent les enfants juifs au péril de leur vie, c'est nous, c'est l'identité française dans son substrat profond. Effacées les cinglantes provocations de *Lacombe Lucien* ! Nos épidermes français ne s'y sont pas trompés : couvert d'oscars et de lauriers, *Au revoir les enfants* a plu à tout le monde ; consacrant la reconnaissance de la mémoire juive par toutes et tous, il nous propose surtout un compromis honorable de la mémoire où catholicisme, patriotisme discret et souvenir du génocide communieraient sans agressivité dans une même piété. Comme le livre de Ferro, le film de Malle nous invite à une nouvelle posture de la mémoire : finie, bien sûr, la mémoire héroïque véhiculée par des films comme *la Bataille du rail*, *le Père tranquille*, par tant d'autobiographies et de récits épiques ; mais finie aussi, la mémoire flagellante, contrite, amère : le livre de Ferro, ne l'oublions pas, vient faire pièce à celui de Paxton<sup>12</sup> où l'historien américain venait donner un vigoureux coup de pied dans la fourmilière des mythes résistancialistes ; il vient faire pièce aussi, explicitement, au film de Marcel Ophüls dont la lâcheté française des années 1939-1945 constitue le fil le plus constant. Tous des héros ? Certainement pas, et nous le savons déjà depuis quelque temps, nous disent Malle et Ferro, tous des monstres ou des lâches, alors ? Pas davantage. La vérité n'est ni dans le blanc, ni dans le noir, mais quelque part dans le gris. C'est sur cet écran gris que nous continuerons à projeter nos déchirements et nos conflits. Et l'on peut vivre avec cela, semblent-ils nous dire l'un et l'autre... Est-ce là le nouveau consensus-compromis mémorial de cette « scène » (en tous points vital pour nous) que nous sommes destinés à habiter dans la décennie à venir ? Peut-être. Mais pour le moment, nous vivons surtout dans le trouble, les incertitudes, le vertige de la mémoire concernant cette période. Et cela, toutes choses étant égales par ailleurs, c'est bon pour Le Pen et ses vidangeurs.

1. Stefan Zweig, *le Monde d'hier, souvenirs d'un Européen*, Belfond, 1982.

2. Nationalistes conservateurs.

3. Voir à ce propos :

Walter Lagneur, *le Terrifiant Secret*,

Gallimard, 1981, et David S. Wyman, *l'Abandon des Juifs, les Américains et la solution finale*, Flammarion, 1987.

4. Anne Tristan, *Au Front*, Gallimard, 1987.

5. Cité par Henry Rousso in *le Syndrome de Vichy*, Seuil, 1987.

6. *Ibidem*, chap. I et II.

7. Voir à ce propos : Saül Friedländer, *Reflets du nazisme*, Seuil, 1982.

8. Rousso, *op. cit.*

9. Voir par exemple l'intéressant mensuel de la FINDIRP, *le Patriote résistant*.

10. Voir Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche*, Seuil, 1976 et Alain Finkielkraut, *l'Avenir d'une négation*, réflexion sur la question du génocide, Seuil, 1982.

11. Marc Ferro, *Pétain*, Fayard, 1987. Dans le même sens, voir aussi le *Laval* de Fred Kupferman, Balland, 1987.

12. Robert O. Paxton, *la France de Vichy*, Seuil, 1973.

# Quatre questions à Anne Tristan

◆ **Critique Communiste** — *Après l'envoie de Le Pen au premier tour de la présidentielle, l'électorat du Front National semble nationalement s'être stabilisé à son niveau de 1984 et 1986. Ses frontières sociales seraient-elles en train de trouver leurs limites ?*

**Anne Tristan** — A Marseille, je me suis naturellement posé cette question, mais dans une ville où le Front national faisait déjà 25 % des voix, c'est dire qu'il peut y avoir encore de la marge sur le plan national. En fait, je crois que les limites de la base sociale, faite de ceux qui ont immédiatement « intérêt », peuvent se voir sans cesse repoussées par le phénomène même de l'entraînement proprement politique. Les responsables marseillais du Front National imaginaient il y a quelques mois 20 % des voix comme un maximum sur le plan national. Mais ils avaient bien senti qu'à partir d'un certain seuil, qui se situe dans une fourchette entre 15 et 30 %, il y a un effet directement politique, une sorte d'imprégnation diffuse. Et c'est ça le révélateur du second tour législatif sur Marseille, où plus de 40 % des votants se sont portés sur l'extrême droite, même s'il s'agit d'un report de voix. Cela fait sortir définitivement le Front national du ghetto marginal et honteux.

L'effet de solidification que ce vote produira est indéniable. Les scrutins locaux vont s'avérer décisifs dans les mois qui viennent. Face à une gauche faible sur le plan des valeurs de fond, je ne crois malheureusement pas impossible de voir dans l'avenir des secteurs plus traditionnels, plus qualifiés, de la classe ouvrière basculer dans le vote Le Pen, ni des responsables locaux de gauche basculer, à l'image des dérives fascistes qu'ont connu Bergery, Déat et Doriot dans les années trente.

◆ **Critique Communiste** — *As-tu le sentiment que l'exclusion du FN du Parlement, par le jeu du système majoritaire à deux tours, va réduire sa crédibilité auprès de sa base, ou, au contraire,*

*accroître le rejet des « politiciens » et compenser l'absence d'élus au second tour législatif dans les Bouches-du-Rhône ?*

**Anne Tristan** — On ne peut naturellement éliminer complètement l'effet négatif sur la crédibilité du FN qu'introduit la perte de sa représentation parlementaire. Cependant, mon impression spontanée est que l'élimination parlementaire du FN par le scrutin majoritaire va, au contraire, renforcer les sentiments anti-politiciens, « anti-démocratiques », au sens du ressentiment contre toutes les délégations de pouvoir institutionnelles : « *Ils nous trahissent tous !* » Le discours de Frédéric Dupont lors de la séance inaugurale de la nouvelle Assemblée, qui a insisté sur l'injustice qui voit deux millions d'électeurs représentés par un seul député, sans que personne n'y trouve rien à redire, est révélateur.

L'aiguïsement du sentiment « anti-politicien » va donc se poursuivre et se consolider ; de plus, et inversement, le Front national va continuer à conquérir dans les prochaines élections d'autres tribunes institutionnelles, locales et régionales.

◆ **Critique Communiste** — *Une partie non négligeable de l'électorat de Le Pen semble avoir voté Mitterrand au second tour de la présidentielle ; une partie encore plus nette s'est abstenue aux législatives. Ces phénomènes te semblent-ils cohérents avec ce que tu as pu percevoir du phénomène social lepeniste ou, au contraire, témoigner de son instabilité ?*

**Anne Tristan** — Il ne s'agit certainement pas de manifestations d'instabilité, mais de comportements, me semble-il, tout à fait cohérents.

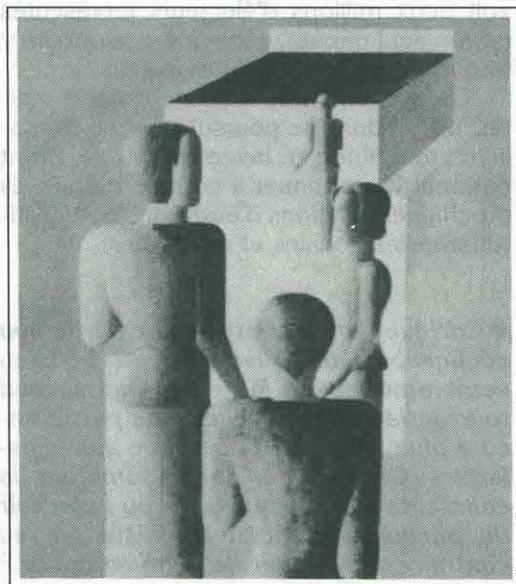
En ce qui concerne le vote d'une partie de l'électorat de Le Pen pour Mitterrand, il répond à plusieurs motivations. D'abord, n'oublions pas qu'il s'agit d'un électorat populaire, qui a donc pu ressentir que Mitterrand défendrait mieux les acquis sociaux face à un Chirac au visage de manager capitaliste agressif. Cela n'empêche cependant pas de penser que Le Pen serait

# Quatre questions à Anne Tristan

mieux, puisque lui a la solution d'ensemble : l'expulsion des immigrés. Chirac a, par ailleurs, payé le prix du fait qu'il apparaît comme celui qui grignote le programme du Front tout en le maintenant dans l'ostracisme.

Enfin, parmi un électorat aux tendances autoritaires, la prime à Mitterrand comme chef sortant, disposant du prestige de la fonction, a du également jouer.

Concernant les abstentions du second tour, elles sont plus cohérentes encore. Elles sont le produit du sentiment très profond que « la droite et la gauche, c'est pareil », une fois passée la personnalisation de la campagne présidentielle, apparue comme la seule chargée d'enjeu. On retrouve ici à plein le caractère « protestataire » de la base du Front national.



Oskar Schlemmer. Quatre figures et cube, 1928, Stuttgart.

◆ **Critique Communiste** — *A lire ton livre, comme à écouter les commentateurs, le phénomène social qui s'exprime derrière le phénomène électoral lepéniste était, avant ces élections, à mi-chemin entre un rassemblement hétéroclite, rassemblé de façon éphémère sur le thème de l'immigration, et la cristallisation d'un courant social para-fasciste profond et*

*durable. Quel est ton jugement après les deux élections ?*

**Anne Tristan** — C'est naturellement la question que chacun se pose.

D'abord je voudrais dire que la comparaison avec les expériences historiques passées, de l'Italie et de l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, ne doit pas servir à se rassurer à bon compte, « parce qu'on en serait pas encore là ». Il ne faut surtout pas se dissimuler le fait que le Front national dispose maintenant d'un courant social bien enraciné.

Cela étant dit, il est vrai que l'avenir n'est pas joué, et je n'ai pas le sentiment que ces élections ont changé cette situation. Y aura-t-il un parti de masse à partir de la base actuelle ? Y aura-t-il de véritables milices, qui passent à l'action physique dans la rue ? Beaucoup y pensent au Front national, mais il n'empêche que le pas n'est pas franchi, parce que le franchir maintenant serait peut-être le meilleur moyen de réduire les acquis à néant.

La crise capitaliste, par sa longueur et l'étalement de ses effets, n'induit pas des pressions sociales aussi brutales et désespérées qu'au cours des années trente. Le poids des interdits, de la mémoire historique du fascisme et du nazisme, se fait également sentir.

Mais en attendant, je suis attérée par le discours entretenu actuellement par les leaders à gauche, qui laisse entendre que, somme toute, la démocratie pourrait supporter, de par sa solidité et le poids de ses institutions, l'existence d'un courant d'extrême droite massif. C'est vraiment de l'irresponsabilité, où l'on retrouve toute l'utilisation malsaine que fait le PS du Front national pour diviser la droite classique.

Le fait, par exemple, que Le Pen se réclame lui aussi de l'« ouverture européenne » n'est absolument pas rassurant quand on regarde le contenu qu'il y met : dans son discours du 5 et 6 Avril devant des jeunes à Strasbourg, il a clairement mis en avant l'idée d'une sorte d'Europe impériale, fermée sur elle-même et au tiers monde. Le Pen aussi sait s'adapter aux modes !

Propos recueillis par François Dietrich

# Historiens allemands et crimes nazis

ENZO TRAVERSO

La traduction française de la « querelle des historiens » (*Historikerstreit*) sur le passé allemand et la nature des crimes nazis a suscité un large intérêt et mérite d'être prise en considération, surtout à cause de ses implications politiques<sup>1</sup>. La démarche des historiens révisionnistes allemands est beaucoup plus subtile et insidieuse que les mensonges d'un Faurisson. Les révisionnistes allemands ne nient pas l'existence des chambres à gaz et n'ont aucune difficulté à exprimer leur condamnation morale des crimes nazis ; ce sont des libéraux-conservateurs « respectables » et bien installés dans les institutions de la RFA. Leur but est différent : ils veulent réinterpréter le nazisme et relativiser la signification du génocide juif, ce qu'ils considèrent comme une tâche nécessaire pour donner aux Allemands une identité nationale « positive », délivrée des spectres d'un « passé qui ne veut pas passer ». A l'origine de leur relecture de l'histoire se trouve un vieux cheval de bataille de l'anticommunisme des années cinquante : la bien connue catégorie du « totalitarisme ». Le débat a été ouvert par un article de l'historien conservateur, ancien élève de Heidegger, Ernst Nolte, paru en juin 1986 dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Sa thèse est très claire : les crimes nazis ne furent qu'une réponse à la « barbarie asiatique » du bolchevisme ; le goulag précéda Auschwitz, et sans le goulag les camps d'extermination nazis n'auraient jamais existé. Selon Nolte, « à la seule exception du gazage », la politique génocide du nazisme aurait été précédée par « l'extermination de classe » des bolcheviques, dont les actes « avaient déjà été décrits par des nombreux auteurs au début des années vingt » (p. 33-34). Malheureusement il ne cite aucune source en soutien de sa thèse. Entre les deux formes d'extermination — « classiste » chez les communistes et « raciale » chez les nazis —, il y aurait donc « un lien de causalité », dont la primauté « logique et factuelle » devrait être ramenée inévitablement à la révolution d'Octobre. La conclusion de cette analyse est la négation du caractère unique de l'Holocauste. Il s'agit de refouler le « sentiment

de culpabilité » qui pèse encore sur l'identité nationale allemande, pour pouvoir relier la RFA d'aujourd'hui à la tradition historique du nationalisme allemand, une tradition interrompue par le trauma de la Seconde Guerre mondiale.

La conclusion politique de Nolte a été réaffirmée par Andreas Hillgruber, l'auteur d'un livre au titre très significatif, *Double Déclin (Zweierlei Untergang)*, où le génocide de six millions de Juifs est mis sur le même plan que la chute du III<sup>e</sup> Reich. D'après Hillgruber, la « fin » du judaïsme européen fut une tragédie comparable à la « destruction » de l'Etat allemand, victime d'un projet des grandes puissances visant à supprimer l'hégémonie allemande au cœur de l'Europe. Le biographe de Hitler, Joachim Fest, et l'historien Klaus Hildebrand se sont ralliés à Nolte et Hillgruber.

Comme l'a souligné Dan Diner, l'historiographie révisionniste poursuit un but fondamental : relativiser les crimes nazis pour « renationaliser » la conscience allemande ou, autrement dit, pour la replacer dans le cadre réactionnaire et conservateur du nationalisme völkisch<sup>2</sup>. Diner a relevé les contradictions intrinsèques de l'argumentation de Hillgruber : mettre sur le même plan deux « catastrophes » comme le génocide juif et la défaite allemande signifie oublier que la défense du III<sup>e</sup> Reich face à l'avancée soviétique et alliée était la condition même pour l'accomplissement de l'extermination ; et signifie aussi considérer la défense de l'Etat allemand comme une tâche nécessaire indépendamment du régime politique qui l'incarnait. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, la conservation de l'intégrité territoriale prussienne était un souci de la classe dominante, non pas des Allemands qui luttèrent contre le nazisme.

Pendant, l'aspect le plus grave de l'offensive idéologique révisionniste porte sur le problème de la nature de l'Holocauste et sur la signification historique des crimes nazis. A ce propos il est indispensable de préciser quelques points :

● La catégorie du « totalitarisme », dans l'usage de Nolte, efface toute distinction entre bolchevisme et stalinisme. Nous ne



John Heartfield. Pères et fils, photomontage, 1934.

considérons pas le stalinisme comme la conséquence automatique et inévitable du bolchevisme, mais plutôt comme sa négation dialectique et nous continuons à voir la révolution d'Octobre comme l'événement libérateur le plus important et décisif de ce siècle. Sans vouloir faire l'apologie des premières années du régime soviétique et sans cacher les limites et les erreurs de cette expérience, nous croyons qu'il est tout simplement impossible d'y voir les éléments d'une « extermination de classe » ou d'une politique génocide. Est-ce que la défense des populations juives d'Ukraine par l'Armée rouge contre les pogroms de la contre-révolution, pendant la guerre civile de 1918-1921, peut être considérée comme un « précédent logique et factuel » de l'Holocauste ?

● Le totalitarisme stalinien fut un Thermidor immense et monstrueux, qui permit à la bureaucratie de prendre le pouvoir en écrasant par la violence toute résistance sur son chemin. La liquidation des Kulaks prit les formes d'un véritable génocide dans lequel périrent environ dix millions de personnes ; les déportations et les exécutions massives des opposants représentèrent l'extermination de toute une génération révolutionnaire. Cependant, la nature de cette extermination était qualitativement différente par rapport au génocide accompli par les nazis. Avec la collectivisation forcée des campagnes fut supprimée une résistance sociale à la montée de la bureaucratie, et avec les procès de Moscou

le stalinisme élimina ses principaux adversaires politiques ; il s'agit de deux phénomènes inassimilables au génocide de millions d'hommes et de femmes (Juifs, Tziganes, Homosexuels) en tant que « races inférieures » (Untermenschen). Primo Levi, ce grand écrivain marqué par l'expérience de Auschwitz, a souligné cette différence en termes très clairs : « Le travail non rémunéré, c'est-à-dire esclavagiste, était l'un des trois buts du système concentrationnaire : les deux autres étaient l'élimination des adversaires politiques et l'extermination des soi-disant "races inférieures". Ajoutons en passant que le système concentrationnaire soviétique se distinguait du nazi essentiellement par le manque du troisième terme et par la prédominance du premier.<sup>3</sup> » Il est évident que cette remarque ne vise pas à blanchir le stalinisme, dont les crimes demeurent monstrueux, mais seulement à empêcher qu'il devienne un prétexte pour blanchir ou « relativiser » le nazisme.

Le génocide des « races inférieures » était un but en soi des nazis ; un but qui fut poursuivi, pendant la dernière phase de la guerre, au détriment des intérêts économiques du régime : il employait des hommes et des moyens dans les camps d'extermination lorsque les fronts étaient sérieusement dégamis. On ne peut pas nier qu'il y avait une primauté de la Weltanschauung raciste sur l'intérêt économique dans la « solution finale » de la question juive par les nazis.

● La thèse de l'Holocauste comme réponse à la « barbarie asiatique » du bolchevisme refoule complètement le problème de ses racines dans l'histoire de l'antisémitisme allemand. Nolte oublie tout simplement que Hitler et Rosenberg furent précédés par W. Marr, H. von Treitschke et Möller Van der Bruck. Le racisme « biologique » des nazis n'était pas seulement le produit du délire hitlérien, il représentait le point d'arrivée de tout un courant culturel dominant en Allemagne dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : le nationalisme imprégné du mythe aryen du Volk et obsédé par l'image du Juif comme élément étranger à la Germanentum. C'est là qu'il faut chercher les racines de l'antisémitisme nazi, qui a débouché sur le génocide juif<sup>4</sup>. Elles sont refoulées de l'argumentation révisionniste de Nolte, Fest et Hildebrand pour une raison très simple : parce que ces mêmes racines constituent la tradition idéologique avec laquelle ils veulent renouer pour créer une nouvelle identité nationale allemande.

● La « technique du gazage » ne représente pas un élément secondaire dans le contexte de la politique nazie. C'est le symbole de la barbarie technologisée du capitalisme tardif, un système social où le progrès industriel et scientifique et le progrès humain ne coïncident plus ; où le racisme, lorsqu'il devient une idéologie d'Etat, peut disposer de moyens de destruction terriblement puissants. Cet aspect a été très bien saisi par Ernest Mandel : « Les racines des chambres à gaz se trouvent dans l'esclavage et dans l'assassinat des Noirs par le commerce des esclaves ; dans l'extermination presque totale des Indiens d'Amérique centrale et méridionale par les Conquistadores. Dans ce cas, le terme génocide est tout à fait justifié : des millions d'hommes, de femmes et d'enfants furent tués car ils appartenaient à un groupe collectif supposé "inférieur", "sub-humain" ou "perversi". (...) Quand nous disons que le germe de l'Holocauste se trouve dans le racisme extrême du colonialisme et de l'impérialisme, cela ne signifie pas qu'un tel germe devait produire inévitablement et automatiquement la catastrophe que nous avons connue. Pour cela, il fallait que la cruauté raciste s'unisse à la rationalité partielle meurtrière du système industriel moderne. »<sup>5</sup>

Cette fusion de la biologie raciale avec la technique la plus avancée est la clef pour comprendre le génocide juif et son caractère unique dans l'histoire.

Pour conclure, encore quelques mots à propos du principal adversaire des idéologues révisionnistes dans cette « querelle des historiens » : le philosophe et sociologue Jürgen Habermas. Sa polémique avec Nolte et Hillgruber me semble faible et déroutante. Bien évidemment il faut lui reconnaître le mérite d'avoir été le premier à répondre aux révisionnistes, en dénonçant leur finalité politique réactionnaire et, parfois, la fausseté de leurs arguments sur le plan historique. Le problème se situe dans le contenu de ses propos. Contre Hillgruber, qui revendique le droit hégémonique de la Prusse sur le centre de l'Europe, Habermas réaffirme avec acharnement « l'identification avec les formes de vie occidentales et un engagement politique solide vis-à-vis de l'Ouest » (p. 328). Cette défense de la position géopolitique de l'Allemagne fédérale empêche Habermas de saisir un problème réel posé par les révisionnistes (malgré leur optique réactionnaire) : le problème de la Mitteleuropa. Il ne s'agit ni de l'empire prussien ni de l'Autriche-Hongrie, mais de l'unité culturelle, brisée par la guerre, de l'Europe de langue allemande. Cet univers culturel, qui fut jalonné au tournant du siècle par les figures de R. Musil et H. Broch, F. Kafka et B. Brecht, T. Mann et W. Benjamin, G. Lukacs et E. Bloch, G. Klimt et G. Grosz, M. Weber et S. Freud, est aujourd'hui disparu et son fantôme continue à hanter la conscience allemande autant que la mémoire du nazisme. L'aspiration à la renaissance de la Mitteleuropa en tant que communauté de culture est tout à fait légitime et il faut empêcher qu'elle soit monopolisée par des gens comme Ernst Nolte. C'est une aspiration légitime qui ne pourra jamais être satisfaite tant qu'il y aura deux Etats allemands. Au « patriotisme constitutionnel » de Habermas nous opposons une utopie, une utopie nécessaire et possible : la renaissance d'une Mitteleuropa comme produit conjoint d'une révolution anticapitaliste dans la RFA et d'une révolution antibureaucratique dans la DDR.

1. *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Editions du Cerf, Paris, 1988.

2. Cf. Dan Diner (Hrsg), *Ist der Nationalsozialismus Geschichte ? Zu Historisierung und Historikerstreit*, Fischer, Frankfurt/M, 1987, p. 64

3. Primo Levi, *I sommersi e i salvati*, Einaudi, Torino, 1986, p. 96

4. Sur les origines culturelles de l'antisémitisme nazi, cf. George Mosse, *Towards the Final Solution. A History of European Racism*, Howard & Fertig, New York, 1978 ; en français voir Saul Friedländer, *L'Antisémitisme nazi*, Seuil, Paris, 1971, et Pierre Sorlin, *L'Antisémitisme allemand*, Flammarion, Paris, 1969.

5. Ernest Mandel, *The Meaning of the Second World War*, Verso, London, 1986, p. 90-91.

# Le Pen, miroir de la France 1988

ALAIN ROLLAT

Nous reproduisons, ci-dessous, des extraits d'une intervention d'Alain Rollat, journaliste au *Monde*, à un colloque de l'UD-CFDT Paris tenu en mars 1988.

Nous remercions Alain Rollat de nous avoir autorisés à publier ces extraits du débat qui a suivi. Pour se procurer le texte complet, écrire à : CFDT Paris, 7-9, rue Euryale-Dehaynin, 75019 Paris.

## LE PEN TRADUIT L'ECHEC DE LA GAUCHE

La responsabilité du Parti socialiste renvoie aux causes profondes de Le Pen. Le phénomène Le Pen est apparu pendant que la gauche était au pouvoir, c'est incontestable. On a parlé de la responsabilité du Parti socialiste dans le changement du mode de scrutin, par l'adoption de la proportionnelle. Pour ma part, je pense que ce n'est pas parce que le phénomène a explosé dans la vie politique française pendant que la gauche était au pouvoir qu'il faut dire que c'est la présence de la gauche au pouvoir qui a produit ce phénomène. C'est plus complexe que cela.

Le phénomène Le Pen a commencé à apparaître, pour les observateurs politiques que nous sommes, à l'automne 1983. Il y a eu l'élection de Dreux puis du Morbihan, puis les élections européennes. L'émergence du phénomène a coïncidé avec le moment où la gauche a radicalement changé de politique économique et sociale. C'est à partir du jour où Mauroy a commencé à appliquer la politique de rigueur que la gauche a commencé à perdre le pouvoir de séduction qu'elle avait eu en 1981. Finalement, les Français ont compris que, face à la crise économique, le gouvernement de la gauche se trouvait à utiliser des méthodes qu'avait utilisées Barre (blocage des salaires).

La gauche avait exercé un attrait très fort sur les électeurs. Il y avait une attente irrationnelle. Les socialistes l'avaient d'ailleurs bien cherché, car ils n'avaient pas essayé de dissiper les illusions. Au contraire, ils avaient laissé accréditer l'idée qu'ils avaient beaucoup plus de possibilités d'action que la droite. Par la politique des

nationalisations, de la relance, on allait créer des emplois, résorber le chômage, etc. Et puis, l'adoption par Mauroy des méthodes de Barre entraînait une déception, dans une situation de vide. Le RPR et l'UDF qui constituaient la nouvelle opposition était déboussolés. Ils n'avaient pas eu le temps de se refaire une virginité politique. Plus personne ne les prenait au sérieux. Il y avait une situation et la politique a horreur du vide. Le Pen, qui était un vieux cheval de retour, élu pour la première fois en 1956 avec Poujade, est apparu aux yeux de certains comme un homme nouveau. Il avait bien prévu ce qu'il y a d'irrationnel dans les grands mouvements politiques et sociaux. Lors de sa campagne, en Bretagne, il m'avait dit : « Maintenant je suis le seul à pouvoir faire rêver les Français. » Et, pour partie, ça a marché. (...)

## UNE CRISE DE CIVILISATION

Cela s'ajoute au fait que la crise n'est pas seulement économique mais que c'est la crise d'un modèle de civilisation. En 1977, c'étaient les écolos qui étaient les vedettes de la vie politique. On menait campagne pour la croissance zéro, on pensait que nos sociétés allaient connaître une expansion continue et, donc, qu'il fallait à tout prix augmenter le temps de loisirs, réduire le temps de travail. Puis, on s'est aperçu que la crise économique remettait en cause tout un modèle de société. Maintenant, tout le monde doute, les idéologies ont du plomb dans l'aile. Il y a eu les modèles chinois, cubain, maintenant il n'y plus de modèle. Dans une so-

# Fascisme, lepenisme et bougeoisisme

ciété qui doute, un type qui arrive avec des valeurs qui apparaissent ringardes et qui renvoient un peu à « Travail, famille, patrie », eh bien ça marche, parce qu'il y a des gens qui ont besoin de se raccrocher à des croyances. Certains se raccrochent à Le Pen comme à une bouée de sauvetage.

Le contexte politique français lui-même a changé. L'arrivée de Le Pen a fait comprendre qu'on avait changé d'époque. Jusqu'aux années quatre-vingt, la vie politique française s'inscrivait dans un contexte où il y avait, réunis autour des mêmes idéaux de la Résistance, de la Libération, des gens de droite et des gens de gauche. C'étaient les gaullistes unis, à la Libération, avec les communistes et avec les socialistes. Et puis on s'est aperçu, mais un peu plus tard, que le parti gaulliste n'existait plus. Le mouvement chiraquien n'a rien à voir avec les idéaux du gaullisme. Le Parti communiste, s'il a des problèmes aujourd'hui, c'est parce qu'il n'est plus le parti des fusillés de la Libération.

On s'est aperçu que ce consensus s'est effrité, délité, a disparu, et on a vu réapparaître le vieux fond vichyste. Les 10 % qui votent Le Pen existaient déjà mais ils trouvaient à s'exprimer tantôt chez les gaullistes, tantôt ailleurs. Mais là, dans ce contexte de désenchantement généralisé, une société qui doute engendre des peurs. Quand il y a du chômage partout, on finit par avoir peur de son voisin de bureau lors d'une réduction d'effectifs, en se disant : « Si ce n'est pas lui, c'est moi. » Après, on a peur de son voisin de palier. C'est la peur de l'autre qui se développe. (...)

La conviction profonde, c'est que si Le Pen représente 12 %, c'est qu'il traduit la réalité de société française d'aujourd'hui, que ça nous plaise ou non. Il nous renvoie à la figure, comme le ferait un miroir, la France de 1988. C'est à nous d'en tirer les conclusions. (...)

## LE ROLE DES MEDIAS

Il est vrai que la télévision et la radio ont amplifié le phénomène. La responsabilité est l'amplification du phénomène Le Pen.

C'est vrai que c'est un homme de verbe, un tribun, un grand démagogue qui fascine facilement les foules. J'ai eu l'occasion de le vérifier dans des meetings.

Par exemple, lors de sa campagne en Bretagne, dans les petits villages où il n'y a pas d'immigrés, où il n'y pas d'insécurité parce qu'il y a pas le moindre loubard, Le Pen faisait salle comble avec des gens fascinés. Cela se voyait sur leur visage. Il leur déversait sa logorrhée verbale avec un rythme terrible. Il parle bien. C'est un des rares hommes politiques qui aille au bout de ses phrases. Il est cultivé. Il fait rire. Il remplit une fonction tribunicienne et, donc, la télé est le moyen qui permet à Le Pen de développer le mieux ses capacités personnelles. C'est vrai que l'impact de la première « Heure de vérité », en 1984, a été dévastateur. C'est vrai que, le lendemain, des gens allaient faire la queue pour s'inscrire au Front national... La responsabilité des médias est donc incontestable.

Mais cela pose d'autres types de questions. Les médias ont tendance à dire : « Tu es représentatif au Parlement, donc tu as le droit de parler à la télé. Tu ne l'es pas, eh bien tu vas te rhabiller. Même si tu as des choses importantes à dire, même si tu es un homme nouveau apportant des solutions à tous les problèmes, tu ne pourras pas t'exprimer. » C'est d'ailleurs le problème des petits candidats dans la campagne électorale, qui ne pourront pratiquement pas s'exprimer, même s'ils ont des choses à dire. Je suis le premier à dire qu'il n'est pas normal que la télé ne joue pas son rôle d'instrument de la démocratie. Malheureusement, la privatisation va encore aggraver les choses. A partir du moment où les journalistes, pour survivre, doivent faire des taux d'écoute, ils savent très bien, les De Virieu, les Sinclair, que c'est pas en invitant Waechter à la télé qu'ils vont battre les records Audimat.

La responsabilité des journalistes existe aussi. Quand vous parlez de défaillance et de passivité, je suis d'accord avec vous. Le malheur, c'est que les grandes émissions de télévision sont devenues des émissions de spectacle. Pour cela, on invite des gens qui feront du bon spectacle et pas forcément ceux qui poseront de bonnes questions. Mais, là-dessus, je n'ai pas de solution.

## Ouvrages d'Alain Rollat

- ◆ *Les Hommes de l'extrême droite, Le Pen, Ortiz et les autres*, Paris, Calman-Lévy, 1985.
- ◆ *L'Effet Le Pen*, avec Edwy Plenel, *le Monde-La Découverte*, Paris, 1984

# Fascisme, lepénisme et bourgeoisie

FRANCIS SITEL

*« Etudier le fascisme est d'autant plus difficile qu'il n'est jamais arrivé au pouvoir par ses propres moyens. Il y est toujours parvenu avec l'aide des conservateurs et dans des conditions telles que, faisant taire leurs divergences, les rivaux se sont trouvés unis par une même ambition : prendre le pouvoir et détourner la menace communiste. »*

Robert O. Paxton  
*La France de Vichy, 1940-1944.*

Donc, écartons toute illusion rassurante : le phénomène Le Pen n'est ni conjoncturel ni éphémère. Le tremblement de terre a bien eu lieu qui a déstabilisé le champ politique. Au point que le problème n'est plus de savoir s'il y a place pour un courant fasciste, mais bien de la possibilité ou non pour un tel courant d'accéder au pouvoir.

Voilà qui oblige à réouvrir une vieille question : les relations de la bourgeoisie française au fascisme. Quitte, pour les besoins de la réflexion et du débat, à prendre le contre-pied de la thèse établie qui veut que la bourgeoisie française soit réfractaire à cette idéologie.

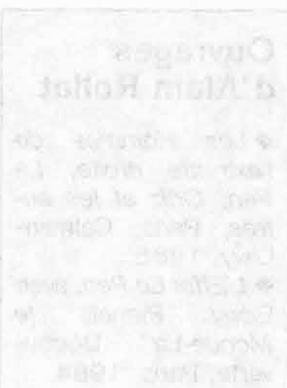
**L**E PEN ne va-t-il pas obliger à remettre sur le métier de la mémoire l'histoire du demi-siècle écoulé ? Au moment où l'establishment politique et intellectuel, fasciné par les apparences, se gargarise de « consensus » censés augurer une ère politique nouvelle, les vrais consensus, cachés parce que fondateurs, craquent. L'obscur lumière du fascisme renaissant fait voir qu'une double onde de choc, celle du déclin du Parti communiste et celle de la rupture entre l'appareil gaulliste et sa base populaire, a rompu les piliers enfouis du système politique français.

Invitation à scruter l'étrange connivence qui, depuis la guerre, a lié le gaullisme au communisme stalinien. Le jeu politique dégageait, par l'anticommunisme, l'assise du gaullisme, y compris dans le peuple, et légitimait la prétendue irréductible opposition du PCF au système. Mais, de l'autre côté de ce jeu de miroirs, les adversaires œuvraient à partir des mêmes références : le mythe de la France

résistante, scellant l'antifascisme aux valeurs républicaines. Mémoire truquée et valeurs falsifiées étayaient un en-deça des affrontements de classes : la nation française, unie parce que patriote et démocrate. Consensus qui, quels que soient les anathèmes réciproques, a permis à la bourgeoisie de régler les grandes épreuves de la France contemporaine : la Libération et la reconstruction, la réinsertion spécifique dans le bloc atlantique, la décolonisation et le drame algérien, Mai 68... Du gouvernement de Gaulle à participation communiste jusqu'au rétablissement du général en 1968, la complicité s'est jouée dans un espace commun borné par une double dénégation : « *Ni fascisme, ni révolution !* ».

Le Pen transgresse ce mythe national. Son succès, que confirme sa capacité à bousculer ostracismes et tabous, signe la crise de la démocratie bourgeoise.

Dans le contexte de la crise capitaliste la dynamique lepéniste peut être définie comme polarisation à droite des angoisses



sociales. Ce qui signifie deux choses. Peut-être une faiblesse : à la différence de ses antécédents, Le Pen ne se profile pas comme « ni droite ni gauche »<sup>1</sup>, mais revendique de façon tonitruante son appartenance à la droite. Une force, certainement : Le Pen n'est pas venu d'ailleurs, des marges du système, il a fait irruption de son sein même. Voilà pourquoi, comme il aime à le répéter, on ne l'a pas « vu venir ».

## UN FASCISME...

La confrontation au phénomène Le Pen a réactivé le débat historique sur le « fascisme à la française ». Celui-ci, en retour, interférant avec les approches divergentes du problème. Débat, pour une part, de définition, qui a le mérite de fixer les limites des analogies historiques.

Ainsi, Pierre Milza<sup>2</sup>, dans la continuité des analyses de René Rémond<sup>3</sup>, récuse l'assimilation de l'extrême droite française et du fascisme. « Si le Front national, écrit-il, ne peut être assimilé à un fascisme, ce n'est pas parce qu'il en répudie la paternité (d'autres l'ont fait avant lui contre toute vraisemblance), mais parce que son idéologie et sa pratique sont tout simplement distinctes de ce phénomène daté, spécifique de l'Europe de l'entre-deux-guerres. »

Pierre Milza conclut que le Front national est « une formation politique qui, si elle n'est pas spécifiquement fasciste, s'inscrit dans une trajectoire dont le point de départ est antérieur au fascisme et qui a abouti chez nous à Vichy. »

La question est bien là : convient-il d'épargner le vichysme de l'appellation de « fascisme » ? Comme d'autres régimes, tels ceux de Franco et Salazar, ou, depuis, d'innombrables dictatures militaires de par le monde ? Ne s'agit-il pas, à chaque fois sous des formes spécifiques, de régimes anti-démocratiques auxquels la bourgeoisie recourt pour assurer sa domination, usant d'un terrorisme dont les degrés de violence peuvent être divers ?

Comme dit Robert O. Paxton : « Des mesures draconiennes prises par une bourgeoisie effrayée - voilà bien qui pourrait être une bonne définition du fascisme.

En ce sens, Vichy est fasciste. En ce sens aussi, le fascisme est encore à venir<sup>4</sup>. »

On pourrait même, dans ce cadre, considérer que c'est le nazisme qui a constitué une particularité du fascisme, par son paroxysme de violence et de démesure. Dégageant l'essence chimiquement pure de la barbarie capitaliste moderne, plutôt que le modèle établi des formes possibles de la réaction fasciste. Il convient de noter, pour illustrer ce fait, qu'entre nazisme et mussolinisme, au-delà de leurs parentés, l'écart est peut-être plus grand qu'entre ce dernier et le « fascisme français ».

Plutôt qu'une irréductible spécificité du fascisme, réduit à ses figures allemande et italienne de l'entre-deux-guerres, ne faut-il pas, au contraire, souligner l'extrême diversité de ses formes ? Au demeurant, le nationalisme chauvin, xénophobe et raciste, qui est au cœur de tout fascisme, l'oblige impérieusement à s'adapter à la formation sociale qu'il prétend conquérir, ainsi qu'aux affrontements de classes qui la travaillent. Par ailleurs, les évolutions de ceux-ci, la plus ou moins grande proximité des forces fascistes par rapport au pouvoir, induisent également des transformations fondamentales : le parti nazi installé à la tête de l'Etat allemand militarisé n'est plus celui des bandes armées conquérant la rue et de la démagogie populiste assurant les victoires électorales, sans parler du groupuscule illuminé des origines. De même le vichysme est bien différent des Ligues des années trente. Ainsi, P. Milza souligne fort pertinemment le caractère relatif de certains référents, souvent jugés essentiels, tels que l'anticapitalisme et l'étatisme. « Lorsque le président du Front national écrit : "Le fascisme est une doctrine italienne d'entre les deux guerres qui postule la soumission de l'économie à l'Etat, à l'Etat totalitaire. Or mes conceptions économiques sont exactement aux antipodes de cette position", il ne prouve qu'une chose : c'est qu'il n'a jamais lu le programme du Parti national fasciste de 1921 ("L'Etat doit être réduit à ses fonctions essentielles d'ordre politique et juridique"), ni entendu parler de l'éloge fait par Mussolini de l'"Etat manchestérien", avant et après la prise du pouvoir. Il n'est d'ailleurs pas le seul à commettre cette

*bévue. Le dirigisme fasciste, tout comme le totalitarisme appliqué au remodelage du corps social sont les produits relativement tardifs du fascisme-régime, en partie déterminés par des impératifs externes : ils ne sont pas nécessairement présents dans le patrimoine génétique de l'idéologie des faisceaux<sup>5</sup>. » « De même, l'anticapitalisme fasciste ne saurait être opposé à la très grande tolérance manifestée à l'égard des grandes concentrations financières par la formation de Jean-Marie Le Pen que si l'on réduit le fascisme à sa forme originelle, groupusculaire et contestataire<sup>6</sup>. »*

Ces moments de mutation sont évidemment décisifs. Une des questions actuelles en France est bien de savoir si la crise générale de la droite ne va pas confronter le Front national à un moment de ce type, aux conséquences proprement imprévisibles.

### **...AUX COULEURS DE LA FRANCE**

*« A la différence des pays où le fascisme a triomphé dans l'entre-deux-guerres, écrit P.Milza, la montée de l'extrême droite n'a jamais été liée en France à une "situation de détresse", au sens où cette expression a été employée (notamment par le sociologue Jules Monnerot) pour désigner une menace révolutionnaire à laquelle l'Etat libéral s'avérait incapable de résister. Elle est au contraire inséparable de mutations profondes affectant tous les secteurs de la vie économique et sociale, marginalisant certaines catégories d'individus et s'accompagnant d'une crispation sur les valeurs traditionnelles, parfois rebaptisées "révolutionnaires" par référence à l'ordre ou au "désordre établi", c'est-à-dire à la société "bourgeoise". L'émergence d'un nationalisme de choc à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, celle de l'antiparlementarisme ligueur et fascisant de l'entre-deux-guerres, la vague poujadiste du milieu des années cinquante relèvent ainsi de réactions très comparables à des coups d'accélérateur de l'histoire. Il en est de même aujourd'hui<sup>7</sup>. »*

On retrouve derrière cette réalité certaines particularités, soulignées par l'Internationale communiste dans les années vingt,

de la bourgeoisie impérialiste française dont les prétentions politiques ont toujours excédé les possibilités effectives. D'où cette hargne à s'accrocher à ses rentes de situation, en particulier coloniales, l'obsession du « déclin » et la propension à désigner des « boucs émissaires » pour expliquer ses déboires. Bref, une médiocrité, parée des vanités de l'intelligence, qui sait s'allier à la férocité dans la répression coloniale et anti-ouvrière.

Cette bourgeoisie-là a produit une réaction qui ne pouvait se hausser au rang des fascismes noirs et flamboyants, soulevés par des affrontements de classes gigantesques et animés d'une sauvage volonté de conquête. Plutôt un fascisme adipeux, voire sénile, plus capable d'exploiter une fermentation sociale que d'affronter une poussée révolutionnaire des masses. Le Pen s'est repu à ces mangeoires idéologiques : les composants en sont-ils encore actifs dans la société française présente ?

### **ET DE CE TEMPS ?**

Le Pen a d'ores et déjà apporté une réponse positive à cette question. Son succès électoral, qui veut dire qu'il a opéré la jonction avec une base populaire, issue principalement de la droite, mais aussi de la gauche, témoigne d'une rupture avec l'idéologie libérale dominante.

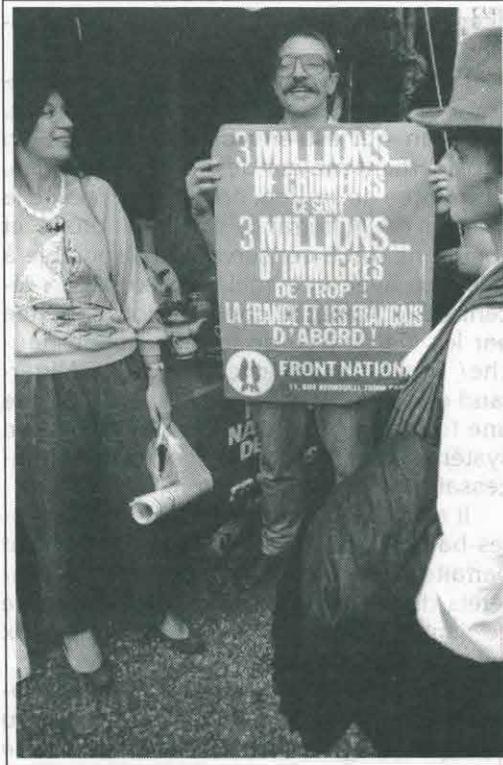
Le fonds économique où puisent droites conservatrices et extrême droite est le même : le néo-libéralisme reaganien. On peut toutefois penser que la dynamique lepéniste, qui renoue avec les vieilles traditions réactionnaires et fascistes, est d'autonomisation par rapport à l'idéologie qui étaye ce néo-libéralisme. Ainsi se trouve reposée la vieille question des rapports des élites bourgeoises avec les masses : la crise présente de la droite en est la démonstration éclatante. Alors que nul ne met en question la politique économique nécessaire au capital, la crise idéologique et politique apparaît totale. C'est l'implosion : les uns rallient le réalisme social-démocrate, d'autres ne voient de solution que dans le pillage de Le Pen, certains rêvent d'une renaissance du gaullisme populaire, et Balladur, qui a l'ambition d'unifier toutes les forces conservatrices,

n'hésite pas à lancer l'inepte mot d'ordre du « libéralisme populaire » (sic)...

Le redoutable art de l'ambiguïté, caractéristique du fascisme, ne permet-il pas à Le Pen de nager dans les eaux mêlées du reflux du néo-libéralisme ? Ce dernier assume cyniquement l'injustice sociale et le mépris des faibles, prône l'inégalité et la concurrence sauvage, ce faisant il nourrit le racisme et œuvre à la régression sociale. Mais la caste dirigeante française se revendique de la compétence, prétend au pragmatisme, se pare des vertus du « modernisme » et de la société transnationale. Le Pen retourne comme un gant cette « non idéologie » propre et lisse, pour étaler une idéologie répugnante : chauvinisme, racisme, phallocratisme, passéisme... A l'impératif catégorique de la compétitivité technocratique, il oppose l'obsession crépusculaire du « déclin ». Et s'il s'affiche comme chef, c'est uniquement au nom de sa capacité de donner une voix à toutes les frustrations (celui qui a le courage de « dire tout haut ce que les autres pensent tout bas » !). La question est de savoir quelle peut être la fécondité de ces connexions idéologiques inédites...

Une chose est sûre : Le Pen a déjà fait exploser le mythe d'une société française — et sa bourgeoisie avec elle — intrinsèquement démocratique, éclairée, bref « civilisée ». Il renoue avec de vieilles habitudes bourgeoises refoulées, celles de l'anti-sémitisme, du racisme colonial, du chauvinisme imbécile, de l'angoisse du progrès social... Mais cette brutalité est efficace puisqu'elle est apte à cimenter d'anciennes alliances entre les bas fonds de la société et les courants populistes d'une classe dirigeante qui n'a jamais dédaigné d'en appeler à eux. Et elle est présente au cœur même de la « pensée » bourgeoise, toujours mélange instable. D'où, peut être, la déconcertante facilité des recompositions à droite, par opposition aux lenteurs et difficultés de celles qui agissent dans le mouvement ouvrier : des pans entiers de la classe politique bourgeoise n'ont jamais endossé les contraintes de la démocratie que comme une défroque seyante par temps calme, mais qu'on peut vite jeter aux orties quand vient l'heure des horions.

Il ne s'agit pas, ce disant, de rééditer les vieilles erreurs du PCF qui consistaient à



galvauder la caractérisation de fasciste en l'accolant à toute manifestation d'autoritarisme de la droite. Mais de scruter les possibles recompositions travaillant la droite à partir d'un pôle fasciste incrusté en son sein. Et ce, sans préjuger quelles théèses nouvelles peuvent naître d'une telle incubation.

## UN AVENIR OUVERT

La bourgeoisie française dans ses fractions dominantes n'a aucun intérêt à faire le choix du fascisme. Celui-ci, par trop contraire aux réalités de la société française contemporaine, ne pourrait signifier qu'une formidable régression à laquelle, dans les conditions présentes, rien ne contraint. Bien des choses transformeraient un tel recours en folle aventure : l'internationalisation du capital français et l'option européenne, la puissance de l'Etat bourgeois, un prolétariat moderne au formidable potentiel social et intellectuel, aujourd'hui géant assoupi, sa crise de

direction le privant d'une perspective révolutionnaire...

Le paradoxe est bien, dans ces conditions, la lepénisation rampante de la droite. Situation qui est en voie de produire un déplacement majeur des forces politiques. La montée de Le Pen, après avoir facilité la victoire de Mitterrand, divise la droite et libère une force conservatrice disponible à l'alliance avec une social-démocratie « recentrée ». Malgré la confirmation apportée par les législatives de la polarisation gauche/droite, le projet commun de Mitterrand et de Barre est bien de faire apparaître une force libérale conservatrice, pivot d'un système d'alternance parce qu'alliée nécessaire de toute majorité.

Il est vrai qu'un gouvernement socialistes-barristes peut constituer un instrument parfaitement fonctionnel au regard des intérêts de la bourgeoisie, il n'empêche que ce jeu « habile » laisse pendantes deux questions de taille.

Quelle est la solidité de « l'alibi démocratique » censé justifier, aux yeux du « peuple de gauche », l'alliance avec une fraction de la droite, au prix du renoncement à toute velléité de changement ? Et, dans ces conditions, du fait de l'affaiblissement de la gauche, quel type d'« alternance » représenterait une droite lepénisée ?

On reconnaît bien l'atavique péché mignon de la classe politique française qui est de croire que la règle est de jouer au plus fin. Le Pen n'est alors qu'un prétexte : à dissociation de la droite, côté Mitterrand, à « fonctionnalisation » de la social-démocratie, côté Barre... Le tout dans le décor en trompe-l'œil de la « défense de la démocratie ».

Le gouvernement Rocard, en concertation avec Barre, et en continuité avec les lignes directrices de la « Lettre aux Français » de Mitterrand, a voulu que la Kanaky soit le premier test de sa politique. Opération consensus réussie ! Mais à quel prix ? Le brouillage théâtral ne pourra masquer longtemps que l'accord s'est fait sur la base du refus de reconnaître au peuple kanak son droit à l'indépendance. La prétendue « double légitimité » sur cette terre prépare, *de facto*, la partition et une Calédonie blanche. Nouvelle spoliation qui permet de juger ce que valent certaines

professions de foi démocratiques ! Premier acte d'une politique qui, n'en doutons pas, va aligner les renoncements. En total oubli des conséquences, tant économiques que morales. Car se poursuivent, du fait de la crise, la désagrégation sociale et la montée des désespérances. Ces peurs dont Le Pen n'est que le produit.

Erreur de perspective, donc, complète et ancienne ! La réduction de la politique à cette seule dimension démocratique ne relève pas seulement de la (bonne ou mauvaise) conscience du réalisme social-démocrate, c'est aussi l'illusion première que la démocratie libérale est l'expression même de la société bourgeoise, en mesure d'enclorre ses contradictions. Illusion dont l'histoire a montré que la bourgeoisie en tant que classe ne la partage point, et que telle est sa force.

Le mouvement populaire a toute capacité à repousser la menace que représente le fascisme. A condition de ne pas bomer son horizon historique aux limites étriquées que prétend leur imposer, sous couvert de démocratie, la bourgeoisie. Car chaque concession faite à Tapie patron, pour ne pas effaroucher le challenger de Le Pen sur le ring marseillais, chaque accord avec Barre et ses amis, pour ménager la majorité élargie, constituera un recul, un renoncement qui, affaiblissant la confiance dans la possibilité du changement, ne fera que renforcer l'adversaire.

Ce prétendu « réalisme » est une mortelle planche pourrie. A l'anti-perspective d'avenir de Le Pen, aux relents de barbarie, il faut opposer un véritable projet de société qui, refondant, les valeurs démocratiques, en fasse des forces matérielles et non des mirages.

Projet mobilisateur d'une société sans chômage ni injustices, réalisant l'égalité effective des droits entre tous ses membres, quels que soient leur sexe, leur origine sociale, ethnique ou religieuse. Une société réellement démocratique parce que dirigée par les citoyens eux-mêmes. Une société ouverte sur le monde, parce qu'internationaliste, réconcilié avec la nature, parce qu'ayant rompu avec la loi infemale du profit capitaliste. Bref, un avenir de progrès, seul à même de dissiper les fantasmes de régression lepéniste.

1. Cf. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*.

2. Pierre Milza, *Fascisme français, passé et présent*, Flammarion, 1987.

3. René Rémond, *les Droites en France*.

4. Robert O. Paxton, *in la France de Vichy, 1940-1944*, p. 224

5. P. Milza, *op. cit.* p. 429-430.

6. *Ibid.*, p.431.

7. *Ibid.*, p.420.

## LA POLITIQUE « SOCIALE » PRECONISEE PAR LE FRONT NATIONAL

### L'économie et les finances :

Le FN propose une dénationalisation et une désétatisation « massive ». Il envisage de créer un « capitalisme populaire », en redistribuant le capital des entreprises nationalisées aux chefs de famille française sous forme de portefeuilles individuels. Le RPR prévoyait aussi de faire accéder le personnel aux actions de l'entreprise à l'occasion des dénationalisations. Dans cette perspective de « propriété populaire », le FN va beaucoup plus loin. Il envisage de « diffuser la propriété aux citoyens en démantelant les grandes propriétés publiques... », dont les bénéfices reviennent, dit-il, aux syndicats. Pour lui, « la propriété, c'est la liberté... c'est la vie ». Dans cette perspective utopique de « propriété populaire », il veut aussi vendre les logements HLM aux locataires, ce qui serait une charge bien lourde pour ceux qui ont des revenus modestes.

Le FN supprime les « impôts inquisiteurs », sur les grandes fortunes — le président du parti, riche héritier, est le premier intéressé — les plus-values, etc... Il diminue l'impôt sur le revenu. Les aides publiques seront réduites et compensées par la baisse de la pression fiscale. Comme dans toutes les politiques libérales, le FN prévoit des dérèglementations. En ce qui concerne les dérèglementations, les dénationalisations, la suppression des impôts mentionnés ici, le FN n'a pas de raisons de se plaindre.

### L'emploi, les droits des travailleurs :

Dans ce domaine, le FN et le CNI annoncent des programmes très proches : les lois Auroux sont presque totalement abrogées, le droit de grève est restreint, le chef d'entreprise a le droit de licencier librement. Le salaire devrait être négocié entre l'employeur et l'employé, selon la loi du marché. Le SMIC n'existera plus pour mener cette ligne économique à son terme, ainsi que pour faciliter l'emploi des jeunes, à un salaire qui lui sera inférieure.

Le FN ajoute des mesures nationalistes : « Supprimer l'interdiction faite aux employeurs de ne demander que des candidatures de ressortissants français ou membres de la communauté européenne » (sic). S'il y a licenciement, le maintien dans l'entreprise sera « réservé en priorité aux Français ». Ces deux derniers points demeurent propres au FN, alors que beaucoup d'autres mesures apparaissent comme l'extrémisation de propositions de la droite et surtout du CNI.

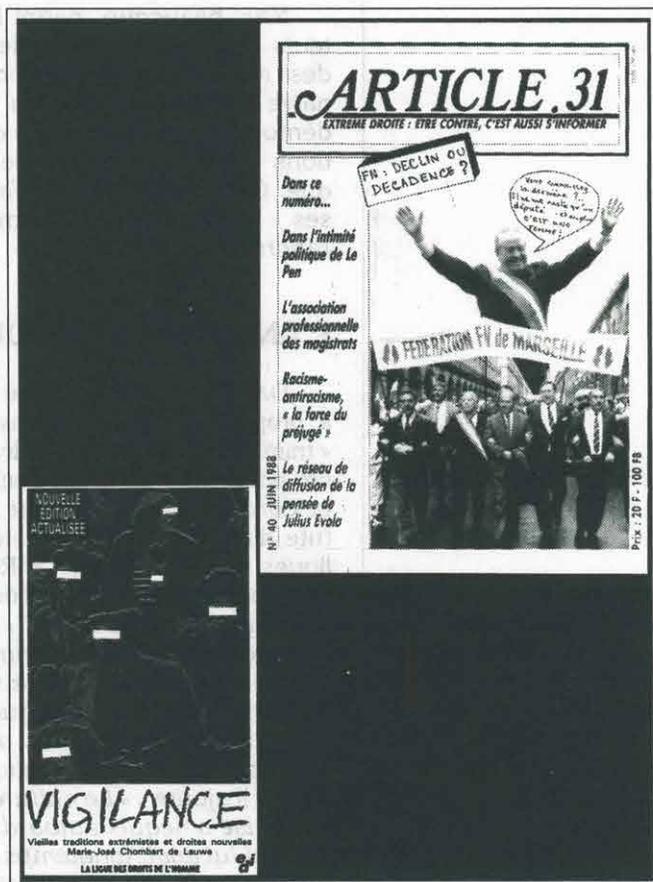
### La famille :

Le FN suit son orientation propre, libérale, nationaliste et moralisante. Il défend le mariage, valeur fondamentale, la famille. Il ne parle plus d'allocation

parentales d'éducation pour le troisième enfant, mais il demande un salaire maternel accordé en priorité pour les familles de trois enfants et plus. Il insiste sur le rôle primordial assumé par la mère, critique le discours officiel qui tend à abolir la différence dans les fonctions de l'homme et de la femme. En retournant au foyer, les femmes libéreraient des emplois. Le revenu maternel coûterait moins cher que les pré-retraites. Et pour les financer, il suffirait de « réserver les prestations familiales et les prestations annexes aux seuls ressortissants français ». On a vu que la droite utilise aussi, avec plus de discrétion, cette mesure discriminatoire. Avec l'IVG, il ne tempore pas : il abroge totalement la loi Veil.

Extraits de *Vigilance, Vieilles traditions extrémistes et droites nouvelles*, Marie-José Chombart de Lauwe, la Ligue des droits de l'homme ; nouvelle édition actualisée, 1987, EDI.

### Une lecture indispensable :



# L'illusion démocratique

NICOLAS MAHEU

**L**A lutte contre le Front national, contre le racisme et le fascisme qu'il véhicule, est à l'ordre du jour. Tout le monde voit bien que ce parti prolifère, tels ses prédécesseurs de l'entre-deux-guerres avec les principes et l'idéologie desquels il renoue<sup>1</sup>, sur le terreau du chômage et de la misère que génèrent la crise et la stratégie des capitalistes face à elle.

Lutter contre le Front national veut dire résoudre, de manière urgente, ces problèmes du chômage et de la misère qui produisent le racisme. Et actualiser les revendications démocratiques, tel le droit de vote des travailleurs immigrés et, plus généralement, l'égalité des droits. Sur ce plan, le retard de la société française est clairement perceptible. Il faut même parler de reculs.

Mais beaucoup, parmi les commentateurs de gauche, confondent la nécessité des revendications démocratiques et la naïve croyance dans les valeurs de la démocratie abstraite, voire dans les institutions « démocratiques » de la V<sup>e</sup> République. Où trouver le fin du fin de ces analyses « modernes » ? Forcément dans *Libération* !

## L'ANALYSE DE G. DUPUY

Dans *Libération* du 5 mai 1988, G. Dupuy a proposé une analyse transcendante (sinon « transcendente », pour parler comme le célèbre pince sans rire, Dali) pour « comprendre et combattre efficacement Le Pen ». Il réfute d'abord l'analogie historique avec les ligues du colonel de La Rocque, et plus généralement avec la période de l'entre-deux-guerres. Pourquoi ? « Une telle comparaison, écrit-il, est dangereuse car elle fait l'impasse sur une évolution fondamentale de la vie politique française depuis un demi-siècle : la démocratisation des opinions démocratiques elles-mêmes. » Il ajoute : « La culture démocratique française a acquis aujourd'hui une maturité qui lui avait longtemps été refusée [par qui, on ne le sait pas !], et cela à gauche aussi bien qu'à droite. Voilà qui change

tout, et c'est à partir de là qu'il faut essayer de ressaisir le lepénisme. »

Au cours de la démonstration, G. Dupuy revient très rapidement sur 1936, le souci de réduire le lièvre qu'il a lui-même levé l'amène à poser une question légitime : « N'est-ce pas "en défense de la République" que le Front populaire a bâti ses prémices ? » C'est bien davantage : le Front populaire a fait de la défense de la République face aux bandes factieuses l'alpha et l'oméga de son programme. Cela sonne actuel : Mitterrand ne justifie-t-il pas l'« ouverture », la constitution d'un Front républicain face au Front national, dans des termes parents, indiquant que la ligne de partage passe entre ceux qui acceptent l'alliance avec le Front national et ceux qui la refusent ?

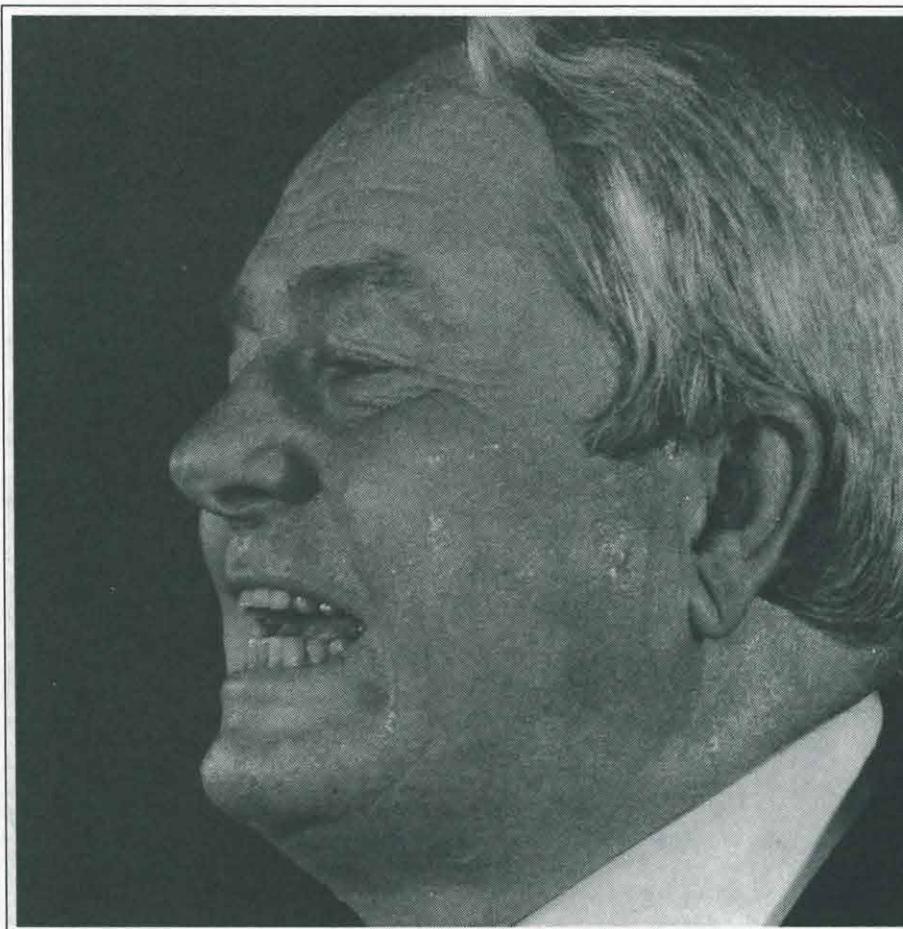
G. Dupuy balaie d'un revers de main cet argument : « C'est oublier la prégnance alors du marxisme, ou plutôt, Marx n'étant guère lu [ouf !], du postbolchévisme recyclé façon Komintern. » La conceptualisation avance à grands pas ! Cette prégnance expliquerait un franc mépris pour les institutions démocratiques. Réécriture totale de l'histoire ! Le Parti socialiste de Blum, comme le Parti communiste français de Thorez, ont respecté les institutions de la démocratie bourgeoise. Faut-il rappeler la différenciation instaurée entre l'« exercice » et la « prise » du pouvoir ? Et, ajoutait Blum, il n'était pas question de « prendre » le pouvoir lorsqu'on « l'exerçait », sous peine d'être « déloyal ». Son biographe, Jean Lacouture, qui ne cache pas son admiration, écrit : « L'expérience Blum allait permettre de constater que l'ingénieuse distinction de 1926 entre "exercice" et "conquête" devait être encore nuancée : car si la conquête peut bien être celle du véritable pouvoir, "l'exercice" ne saurait concerner que le "gouvernement". » (page 127) Comment mieux dire que Blum a « habillé » de cette distinction son acceptation du cadre de la démocratie bourgeoise ? De plus, il n'a pas vraiment exercé le pouvoir, il s'est contenté de gouverner. Le véritable pouvoir est resté propriété des corps constitués au sein de l'Etat.

L'échec du Front populaire est bien à rechercher dans son refus d'affronter la logique du capital et d'aller jusqu'au bout de la mobilisation populaire. Curieusement, sous la plume de G. Dupuy comme sous celle d'autres analystes, la mobilisation est gommée. Ses impératifs, sa force, ses revendications, sa démocratie, rayés de la carte ! C'est pourtant en son sein que se font jour des formes démocratiques profondes, avec l'émergence de comités de grève, d'assemblées générales du personnel où se décide la poursuite de l'action. La représentation parlementaire se trouve alors en retrait : elle manifeste son retard...

L'expérience des années trente pourrait permettre d'éviter de rééditer les mêmes erreurs. A l'inverse, certains auteurs, dont G. Dupuy, cherchent à dissimuler la réalité afin de faire accepter la stratégie politique du Parti socialiste. A les en croire, celle-ci serait étayée par une analyse historique et sociale de la réalité française.

Au reste, ces commentaires se confinent aux frontières françaises : pas un mot sur les expériences allemande ou italienne, ni sur les conditions politiques qui ont permis l'accession de Hitler au pouvoir, et ce par la voie des urnes. N'en déplaise à Serge Bernstein qui, dans un article intitulé « D'une extrême droite à l'autre<sup>2</sup> », se contentant de décrire l'attitude des ligues en France, écrit : « Leur ambition ne dépasse pas celle du groupe de pression et leur domaine d'action est la rue. Le triomphe de leur stratégie, c'est, le 6 février 1934, une pression assez brutale pour contraindre le gouvernement de gauche à céder la place. » C'est volontairement réduire la place du 6 février 1934 qui se donnait pour objectif de renverser le gouvernement par la rue ! Ce que La Rocque a réussi. Il ne faut pas oublier, si l'on veut comprendre l'arrêt des manifestations de l'extrême droite, que, dès le 9 février, la réaction de la classe ouvrière s'organise ; et que, le 12 février, elle parvient à imposer l'unité à ses organisations. La réponse des directions sera le programme de Front populaire, dans lequel — faut-il le rappeler ? — ne figurait pas la revendication des quarante heures.

Les conditions politiques auxquelles nous faisons allusion sont, bien sûr, la



division profonde de la classe ouvrière, organisée par le Parti communiste et le Parti socialiste. Rappelons que, pour lutter contre l'ennemi principal, le social-fascisme (c'est-à-dire le Parti socialiste), le Parti communiste allemand (KPD) appelle à voter pour... les fascistes ! Une telle lecture de l'histoire permet, à S. Bernstein comme à G. Dupuy, de limiter la signification de la montée de Le Pen. Ainsi S. Bernstein écrit en conclusion de son article : « Mais en canalisant la protestation dont il est le porte-parole dans les voies de l'élection, il l'intègre au jeu politique classique, le détournant des chemins de la violence. » N'est-ce pas justement la sauce avec laquelle Le Pen lui-même nappe ses déclarations fascistes, racistes et antisémites, ainsi que ses appels à la violence ? Le développement des skinheads, comme la multiplication des bavures policières liées à la prégnance lepéniste dans les forces dites de l'ordre ne constituent-ils pas de ce point de vue des phénomènes inquiétants ?

## QUELQUES LECONS POUR L'AVENIR

Sans forcer les comparaisons historiques, il est possible de tirer quelques leçons pour le futur. Par exemple en ce qui concerne la lutte pour l'unité de l'ensemble

1. Ce programme du  
colonne de La Rocque  
difficile " sociales  
1933 par le Parlement  
- l'élection présidentielle  
l'année de la démission  
l'économie nationale  
contre les crises  
sujet de la conférence  
système, l'élaboration de  
les membres de l'Etat sans  
les domaines respectant  
à l'ordre dans la  
même attitude des  
d'une de la manifestation  
française la limitation et  
l'abolition de la  
marxisme étranger  
aux droits sociaux de la  
production - C'est par  
Serge Bernstein in  
l'union du 28 mai  
1948  
2. l'abolition de 28 avril  
1988.  
3. Cf. France 2101 - La  
française chez - la  
l'origine communiste  
1974 mai 1988



des travailleurs qui nécessite l'unité de leurs organisations. Afin d'éviter le décalque des années trente auquel on a parfois le sentiment d'assister.

Dans la suite de sa démonstration, G. Dupuy n'évite pas Mai 68. Ne résistons pas à la tentation de le citer : « *Action purgative exemplaire, qui donne à postériori raison à Raymond Aron d'avoir vu dans Mai 68 principalement un affrontement entre le PCF et les gauchistes, et dont l'élan refroidi s'est redéployé dans l'espace mitterrandien et démocratique. Le lyrisme de la démocratie directe a conduit à la démocratie tout court.* » Extraordinaire mystification qui n'a rien à voir avec Mai 68, mouvement de masse gigantesque qui a posé le problème de la révolution.

G. Dupuy conclut : « *Que la translation des votes en direction du Front national se fasse principalement en provenance des secteurs les plus réactionnaires de la nébuleuse gaulliste [sic] mais aussi de la frange des électeurs communistes la plus réactionnelle [sic] (et donc la moins politisée) se comprend dès lors assez facilement, à partir de l'antidémocratie latent de la culture politique française.* » Hormis le jeu de mots, sur quel fait précis repose une telle conclusion ? Une partie de l'électorat de droite a rejoint Le Pen. Pourquoi ? En ce qui concerne les professions libérales et les paysans, par peur de l'Eu-

rope. Pour ce qui est d'une partie de la classe ouvrière, il faut parler de désespoir, ce qui témoigne des reculs de la conscience de classe que la politique de la gauche a occasionnés. Il s'agit d'un électorat composite, qui apporte à Le Pen et à ses thèses une légitimité nouvelle dont il saura faire usage. C'est une des conséquences de l'acceptation par les larges masses des règles de la démocratie bourgeoise. Indication que la lutte contre Le Pen appelle d'autres armes : les méthodes de la lutte des classes. Option que refuse G. Dupuy qui propose une autre voie : « *Il est permis d'espérer raisonnablement que la culture démocratique est désormais suffisamment ancrée à droite pour que celle-ci se bouche efficacement les oreilles aux Pasqua-couacs, à charge pour elle d'assumer une possible fracture, bon investissement au demeurant.* » C'est faire fi et des conditions matérielles qui ont permis la montée de Le Pen, qui ne peuvent que s'aggraver s'il n'y a pas mobilisation des travailleurs pour imposer leurs revendications, et de la profonde crise politique, comme crise de domination, qui secoue la bourgeoisie<sup>3</sup>.

La politique de Mitterrand et du Parti socialiste par rapport au Front national est fondamentalement la même que celle qui, jadis, fut engagée avec le Front populaire : la défense des valeurs et institutions « démocratiques » face au fascisme. Or, si l'idéal démocratique est aujourd'hui profond, le rejet des institutions politiques, tant celles de l'Etat que des partis, est une donnée tout aussi profonde, précisément parce qu'elles sont tout sauf un modèle de démocratie. En se coulant au moule de ces institutions, et en valorisant leurs supposées vertus, le mouvement ouvrier se met précisément dans la situation que souhaite l'extrême droite : sur le terrain de la défense d'un système qui est tout aussi incapable d'assurer une réelle démocratie de masse que d'empêcher la crise capitaliste de poursuivre ses ravages. L'aspiration à la démocratie sociale et économique ne peut précisément plus passer par les institutions bourgeoises mais par le socialisme démocratique et autogestionnaire.

Hier comme aujourd'hui, l'illusion démocratique ne peut que conduire à l'échec et au désastre face à l'extrême droite.

1. Cf. le programme du colonel de La Rocque, publié le 1<sup>er</sup> octobre 1933 par le *Flambeau* : « *L'allègement immédiat et rationnel du poids de la fiscalité, la défense de l'économie nationale contre les procédés abusifs de la concurrence étrangère, l'élimination de la mainmise de l'Etat dans les domaines appartenant à l'activité privée, la garantie effective des droits de la main-d'œuvre française, la limitation et l'adaptation de la main-d'œuvre étrangère aux stricts besoins de la production.* » Cité par Serge Bernstein, in *Libération* du 26 avril 1988.  
2. *Libération* du 26 avril 1988.  
3. Cf. Francis Sitel : « *La troisième crise* », in *Critique communiste*, n° 74, mai 1988.

# Intellectuels allemands contre le nazisme \*

MICHAEL LOWY

**D**ES centaines de milliers d'opposants ont dû s'exiler après l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933. Parmi eux, un grand nombre d'intellectuels, parmi les plus connus : des écrivains, des poètes, des philosophes, des scientifiques, des journalistes, communistes, socialistes, juifs, anti-fascistes et démocrates ont souvent continué, à l'étranger, leur combat contre la peste brune.

Le magnifique livre de Jean-Michel Palmier, *Weimar en exil*, est un véritable monument à la mémoire de ce combat. Il trace en deux volumes (*Exil en Europe* et *Exil en Amérique*) les différents moments de cette histoire oubliée, en examinant à la fois les organisations collectives (revues, partis politiques, comités anti-fascistes) et certains destins individuels : Bertolt Brecht, Hans Eisler, Walter Benjamin, Willi Münzenberg, Thomas Mann...

Beaucoup ont payé de leur vie l'engagement anti-fasciste, que ce soit dans la guerre civile en Espagne ou dans la Résistance en Europe occupée. D'autres, désespérés par la montée irrésistible du nazi-fascisme, se sont suicidés, notamment en 1938-1941, quand il faisait « minuit dans le siècle » : Ernst Toller, Walter Benjamin, Carl Einstein, Ernst Weiss, Alfred Wolfenstein, Stefan Zweig.

Leur principale préoccupation dans l'exil était d'alerter les peuples sur la menace que faisait peser le nazisme sur l'avenir de l'Europe et de l'humanité. Jean-Michel Palmier constate avec amertume : « *quoi de plus désolant que ce contraste entre tous les efforts des émigrés pour faire connaître la vérité sur le danger hitlérien et cet acharnement à ne pas les écouter ?* »

Dès 1934, des intellectuels marxistes allemands vont constituer en France l'INFA, Institut pour l'étude du fascisme, première tentative rigoureuse d'analyse du fascisme et de ses mécanismes. Lié au Komintern, mais relativement indépendant, l'INFA comptait parmi ses collaborateurs Arthur Koestler, Manès Sperber et Walter Benjamin... Dans les publications de l'INFA et dans de nombreuses autres revues, brochures et livres, les réfugiés allemands vont dénoncer les crimes hitlé-

riens et les préparatifs de guerre du III<sup>e</sup> Reich.

On a fréquemment comparé ces exilés à Cassandra : en effet, comme les prémonitions de l'héroïne troyenne, celles des anti-fascistes allemands n'ont pas été entendues par les futures victimes du fascisme. Leçon historique à retenir : ceux qui sous-estiment le fascisme, qui l'ignorent, qui le banalisent ou qui « ne font pas de politique » risquent de se réveiller quand il est trop tard...

Parmi les aveugles, la palme revient à la France et à l'URSS. En 1939, lorsque la guerre éclate, le gouvernement français fait interner tous les anti-fascistes allemands dans des camps (Le Vernet, Gurs) comme « citoyens d'un pays ennemi ». Comme le disait l'écrivain Hermann Kestner dans une lettre de septembre 1939, « *la France commence sa guerre contre Hitler par une guerre contre les ennemis de Hitler qui s'étaient réfugiés en France* ». Plus tard, un grand nombre de ces réfugiés seront livrés par Vichy à la Gestapo et périront dans les camps de concentration nazis. Parmi eux, deux des principaux dirigeants de la social-démocratie allemande, Rudolf Breitscheid, le président du groupe parlementaire du SPD dans le Reichstag et Rudolf Hilferding, le célèbre économiste marxiste, auteur du *Capital financier*.

Quant à l'URSS de Staline, lors des purges des années trente, environ 70 % des militants communistes allemands réfugiés dans la « patrie du socialisme » ont été déportés ou emprisonnés — notamment ceux qui, comme Heinz Neumann, avaient toujours insisté sur la priorité de la lutte contre le nazisme. Pire, lors du pacte Molotov-Ribbentrop, le GPU en profite pour se débarrasser de quelques communistes allemands encombrants — dissidents, ou simplement soupçonnés d'hostilité envers le pacte — en les livrant directement dans les mains de la Gestapo. Parmi eux, la femme de Heinz Neumann, Margarete Buber-Neumann, qui sera déportée d'abord en Sibérie et après expédiée en Allemagne, où elle sera internée à Ravensbrück. Comme le souligne à juste titre Palmier, il s'agit là « *d'un des crimes*

# Intellectuels allemands contre le nazisme

les plus absurdes et les plus révoltants de l'époque stalinienne ».

L'Amérique du Nord ne s'est pas non plus illustrée par une générosité excessive à cette époque : pendant les années cruciales (1939-1940), les visas d'entrée ont été délivrés au compte-gouttes, à une petite minorité de réfugiés pouvant satisfaire aux exigences de l'administration. Le sous-secrétaire d'Etat Breckinridge Long

mort des milliers ou des millions de personnes. Ce n'est qu'à partir de 1940 que la politique américaine va commencer à changer, mais pour beaucoup il était trop tard.

En conclusion de ce livre émouvant et d'une extraordinaire richesse, Palmier observe que la défaite n'a pas été tant celle de cette intelligentsia en exil, dont la vérité ne put changer l'histoire, que du monde



Hans Baluschek. Les lumières de la ville, 1931.

s'efforça de limiter au maximum les visas sous prétexte qu'ils risquaient de faciliter l'accès du territoire américain aux espions nazis et aux « agents totalitaires » (lire les intellectuels ou militants de gauche). Les interventions d'Eleanor Roosevelt, de Thomas Mann ou d'Einstein ne purent fléchir l'administration. Par égoïsme et mesquinerie politique, on condamna à

qui refusa de l'accepter et de se l'approprier. Cet hommage à la mémoire d'une génération de « vaincus de l'histoire » est aussi un document de la plus grande actualité dans la France d'aujourd'hui. Parce qu'il est encore fécond, le ventre d'où est sortie la bête immonde...

\* Sur le livre de Jean-Michel Palmier, *Weimar en exil*, Paris, Payot, 1987.

# L'horreur pénale

# Sur « les Galériens »

## par André Zysberg

DIDIER HANNE

DÈS la fin du xv<sup>e</sup>, on utilise les galères dans la marine de guerre française, François 1<sup>er</sup> et Henri II abusent du procédé pratique qui consiste à puiser dans les prisons pour garantir les bancs de leurs navires aléatoires ; mais le recrutement des forçats reste lié à l'existence de circonstances exceptionnelles telles que les guerres d'Italie. La peine des galères n'a pas encore solidement pris place dans l'arsenal répressif. Les bons sentiments n'y sont pour rien : dès que Colbert, ce terrifiant organisateur, se mêle des affaires de marine, il réalise que le réarmement d'une flotte de guerre digne des ambitions du roi impose de pourvoir en hommes, de façon continue et systématique, la marine à rames. Les recommandations pleuvent sur les juridictions pénales sommées de condamner aux galères « *le plus de criminels qu'il se pourra* », et va édifier dans quelques ports français, dont Marseille principalement, tout un système concentrationnaire destiné à canaliser, régenter, contrôler, rentabiliser les milliers de forçats, à vie ou à temps.

C'est l'histoire et l'économie de ce système des galères permanents, entre 1680 et 1748, qu'au terme d'un véritable travail de bénédictin, nous livre A. Zysberg. Nanti du meilleur des règles méthodologiques de ce qu'on appelle la « nouvelle histoire », celle qui ne contente pas de nous répercuter le fracas des « grandes batailles » ou de s'en tenir à l'étude des « grands hommes », celle qui n'hésite pas à utiliser les services précieux de l'ordinateur pour compter, classer et chiffrer tout ce qui peut l'être, il réussit à nous faire plonger aussi rigoureusement et concrètement qu'il est possible dans cet enfer des dessous du grand-siècle.

Son sujet n'est pas l'histoire des galères, mais bien celle des galériens, ces soixante mille malheureux qui se succèdent sur les bancs d'infamie de la Royale, d'abord pour le prestige du grand Roi, secondairement pour des motifs tirés de la tactique navale de l'époque. Grâce au dépouillement minutieux des registres d'entrée ou de matricule conservés dans les archives du port de Toulon, Zysberg a pu dresser un tableau saisissant des origi-

nes sociales et des motifs de condamnation de la « chiourme » où se bousculent côté de quelques authentiques criminels ou bandits de grand chemin, les milliers de déserteurs de l'armée royale, paysans recrutés de force et qui n'avaient aucune envie de « mourir pour le Roy » ainsi que de nombreux protestants résistants dont le seul crime était de refuser d'abjurer leur foi. Le livre s'étend longuement sur l'héroïsme des huguenots, décimés par la maladie et têtes de turc des aumôniers papistes car, sur chaque navire — il y a environ deux cent soixante rameurs sur une galère — on trouve l'inévitable curé chargé de veiller tout particulièrement à l'amendement et, le cas échéant, au châtement de ces égarés de la « RPR » (« *Religion prétendument réformée* »)! Tout particulièrement fascinante est la description par l'auteur des réseaux clandestins (et hyper-centralisés) obstinément bâtis par les parpaillots en plein cœur de l'édifice concentrationnaire des galères pour tenir et résister. Comme cela s'est vérifié dans d'autres circonstances terribles de l'histoire dans ces énormes machines à broyer l'humain, les seuls ilots de dignité et de résistance qui peuvent surnager sont le fait de gens qui savent pourquoi ils sont là et qui peuvent puiser dans une conviction de fond la force de ne pas céder à l'abattement général.

Révéléateur est encore le rapport établi par A. Zysberg entre les périodes de tension socio-économiques qui secouent le royaume (avec les lois répressives de circonstances qui tentaient d'y faire face, comme par exemple l'instauration du monopole du tabac au profit de la Ferme générale) et le profil des condamnés aux galères. Avec une « justice » très parfaitement « aux ordres » et qui ne cherche même pas à préserver la fiction d'une indépendance par rapport aux besoins immédiats de l'Etat royal, les statistiques sont d'une aveuglante clarté : le mouvement annuel des condamnations pour « faux saunage » (contrebande du sel) apparaît largement dépendant de l'évolution de la courbe des prix des produits de première nécessité comme le froment, les condamnations aux galères pour contrebande de tabac se multiplient de façon accablante

L'horreur pénale  
 sur « les Galériens »  
 par André Zysberg



Otto Dix  
 Invalides de guerre, 1920, Berlin.

en période de disette, comme celle de 1740-1741 ; et des guerres comme celles de la ligue d'Augsbourg ou celle de la succession d'Espagne pouvoient très efficacement les chaînes de galériens condamnés pour crime militaire...

Mais le travail de Zysberg ne se limite pas à l'exposé aride et scientifique de son objet : c'est de la vie concrète des galériens qu'il nous parle, même lorsqu'il s'adjoint les services d'un ergonome pour tenter de reconstituer la souffrance et la dépense effective d'énergie de ces hommes à leur poste de travail. Et c'est pour cette combinaison accomplie de rigueur scientifique et de chaude sympathie à l'égard des forçats qu'il doit être lu.

La peine des galères fut définitivement abolie en 1791 par la jeune Révolution française, progrès salutaire qu'on peut rappeler à tous ceux qui se livrent, à l'ap-

proche du bicentenaire, à une entreprise de minimisation systématique de cette révolution. Mais ce fut pour céder la place à un régime pénitentiaire peut être moins spectaculairement suppliciant mais tout aussi effroyable : celui des bagnes dans les ports et les colonies qui fonctionnera jusqu'à la fin de la III<sup>e</sup> République, lui-même remplacé par notre actuelle institution pénitentiaire. Celle-ci n'a de moderne que le nom, les traits de continuité existent, par-delà les indéniables évolutions, c'est pourquoi continue le combat contre l'horreur pénale et qu'il puise dans la mémoire et l'histoire certains de ses meilleurs arguments.

◇ André Zysberg *les Galériens, vies et destins de 60 000 forçats sur les galères de France, 1680-1748*, éd. du Seuil, « l'Univers historique ».

# Un appel à la lutte idéologique\*

MICHAEL LOWY

**G**EORGES LABICA est une exception dans la vie universitaire française. Refusant de suivre l'air du temps et de renier son engagement communiste, ce professeur de philosophie de Nanterre développe une réflexion marxiste originale, du plus grand intérêt théorique et politique. Organisateur (avec Gérard Bensussan) du *Dictionnaire critique du marxisme*, il a publié aux éditions La Brèche, *le Paradigme du Grand-Hornu, essai sur l'idéologie*. Il ne s'agit pas d'un exercice académique mais d'une réflexion, à partir de Marx et Engels, sur les problèmes d'aujourd'hui, d'un point de vue clairement et explicitement révolutionnaire.

Le « Grand-Hornu » en question n'est ni un animal mythique, ni un gros diable mais tout simplement un site industriel de la région de Mons (Belgique) dont la photo nous montre une étonnante structure circulaire et close : autour de la statue du fondateur, un ensemble de bâtiments industriels, habitations ouvrières, places publiques, écoles, etc. Cette image sert à Labica de paradigme de l'idéologie comme structure intégrée, comme ciment unissant discours et pratiques, images et institutions. Elle lui permet aussi de dépasser les métaphores traditionnelles de l'infra et du super, pour percevoir l'horizontalité structurelle de la société bourgeoise.

Critiquant une certaine sous-estimation, chez Marx et Engels, de l'idéologie, de ce qu'ils appellent le *phantastisch*, Labica insiste sur la matérialité de l'imaginaire : on ne se débarrasse pas comme ça de l'irréel — parce qu'il est dans le réel lui-même, tissé dans sa trame : ni en deçà, ni à côté, ni au-dessus ! Cette revalorisation de l'imaginaire, des formes symboliques et des prégnances culturelles comme réalité vécue dans les rapports sociaux est un des moments les plus forts, une des contributions les plus importantes du livre de Labica. Il montre comme les sciences elles-mêmes — ce que Marx et Engels appellent le *naturwissenschaftlich*, pour l'opposer à l'idéologie — n'échappent pas à l'imaginaire social.

Si l'on saisit l'idéologie comme moment de la réalité sociale elle-même, cela vaut aussi pour l'idéologie révolutionnaire, la vision du monde communiste. L'idée suggérée par le jeune Marx et qu'on retrouve ensuite chez Kautsky et chez le premier Lénine (avant 1905), d'une extériorité de la science socialiste par rapport au prolétariat doit être mise en cause. Elle risque de conduire, dans

sa caricature — qui n'a plus rien à voir avec la dialectique concrète parti-masses des bolcheviks — à la doctrine stalinienne de l'omniscience du secrétaire général. Dans l'idéologie communiste science et prolétariat ne sont pas séparables mais unis dans un complexe rapport de complémentarité dialectique et d'échange réciproque.

En l'absence de cette idéologie révolutionnaire, les luttes sociales restent emprisonnées dans les limites du « Grand-Hornu » bourgeois. Les mythes du patriotisme et du « devoir national » ont coûté la vie à deux Internationales. Plus récemment, on a vu Mai 68 aboutir aux accords de Grenelle. Mai 81, qui devait « changer la vie » en engageant « la rupture avec le capitalisme » se contente de gérer la crise.

Pour comprendre ces événements, il faut se rendre compte que l'Etat lui-même est la première puissance idéologique. Cela vaut aussi, dans un autre contexte, pour les pays du « socialisme réel » : citant le livre récent de Z. Kowalewski (*Rendez-nous nos usines*, La Brèche, 1985) Labica constate que le socialisme devenu Etat reproduit la logique de l'Etat bourgeois. Dans les deux cas une couche politique « spécialisée » monopolise la « puissance idéologique » et essaie d'imposer un consensus (notamment en faisant appel au nationalisme). Quant aux partis communistes occidentaux, ils sont également insérés dans cette logique étatique : contrôlés par des groupes dirigeants fonctionnalisés, leur rapport aux masses est typiquement bourgeois et ils n'aspirent qu'à devenir des partis « de gouvernement ».

En conclusion, Labica insiste sur l'importance décisive de la lutte idéologique pour dissoudre le ciment grâce auquel tient la structure capitaliste intégrée. Dans cette lutte un rôle essentiel appartient au parti (ou partis) révolutionnaire, conçu non comme l'instituteur de la classe ou détenteur de la science prolétarienne, mais au contraire comme le résonnateur, le coordinateur et l'orienteur de ce que le jeune Gramsci appelait « le pullulement multiforme des forces révolutionnaires ». Conclusion qui nous semble de la plus grande actualité politique ! Le livre de Labica est donc non seulement un essai novateur sur les idéologies, mais une intervention importante dans les débats politiques d'aujourd'hui.

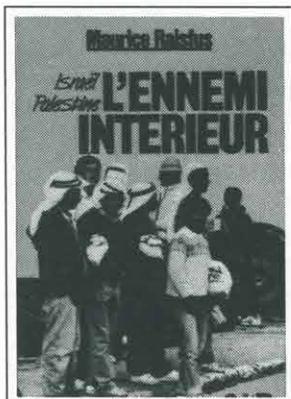
\* Sur le livre de Georges Labica, *le Paradigme du Grand-Hornu, essai sur l'idéologie*, La Brèche, Paris, 1987.



# L'Ennemi intérieur \*

de Maurice Rajsfus

SALAH JABER



**V**OICI un livre auquel l'actualité confère un intérêt que l'auteur lui-même ne pouvait espérer, quand il l'a conçu. Maurice Rajsfus ne pouvait se douter, en effet, qu'un mois à peine après la conclusion de son enquête en Cisjordanie, celle-ci allait connaître, avec Gaza, le début du plus important soulèvement de l'histoire des cinquante dernières années de lutte du peuple palestinien.

C'est dire, bien sûr, que l'on ne trouvera pas dans cet ouvrage de reportage sur le soulèvement en cours. Mais c'est dire aussi que l'on y trouvera la formule de ce cocktail molotov humain, de près d'un million et demi de personnes, qui a explosé le 9 décembre 1987, et continue à brûler d'un feu vif. Il faut d'ailleurs rendre justice à l'auteur : s'il ne pouvait prévoir l'ampleur et les formes du soulèvement déclenché il y a six mois, il n'en a pas moins constaté, au cours de son enquête, que la température de la révolte palestinienne contre l'occupation sioniste approchait de son point d'ébullition.

Avec les informations, les témoignages — dont celui de notre camarade Michel Warschawski — et les éléments de reportage direct que Maurice Rajsfus livre, dans *L'Ennemi intérieur*, aux lecteurs d'outre-Méditerranée, la réponse à la question « pourquoi le soulèvement a-t-il eu lieu ? » est fournie de manière tout à fait édifiante. Certes, pourrait-on dire, toute occupation est génératrice de résistance et de révolte. Mais la particularité du cas israélien est que l'hypocrisie y atteint des sommets inégaux : ce qui semblait ou semble être l'évidence même, en Indochine ou en Afghanistan, est ici âprement nié par un grand nombre de « bien pensants ».

Ceux qui ne voient pas à quel point il est paradoxal de flétrir l'apartheid sud-africain tout en prenant fait et cause pour l'entreprise sioniste, y compris au-delà de la « ligne verte » constituée par ses frontières préalables à la guerre de juin 1967, se prévalent d'un argument qui s'avère n'être que le dernier avatar du plus éculé des clichés colonialistes. Dans le fond, cet « argument » se réduit à dire que les conditions de vie des Palestiniens sous « administration » israélienne sont préférables à

celles qui dominent dans l'ensemble des Etats arabes. En somme, « de quoi se plaignent ces sauvages ? », alors qu'ils devraient être reconnaissants à ceux qui leur apportent la « civilisation ». Dans cette logique, la rébellion devient marque d'ingratitude !

Après son premier *Retours d'Israël* (éd. l'Harmattan, 1987) dans lequel il décrivait l'amertume qui lui avaient inspiré ses premiers contacts avec le « paradis » reconstitué sur la « terre promise », Maurice Rajsfus revient à la charge dans *L'Ennemi intérieur* avec plus de détachement, plus de « professionnalisme ». Le résultat est cette enquête menée dans la tradition du meilleur journalisme, et qui dépasse son objet initial — les territoires occupés en 1967 — pour nous fournir, par ricochet, une perception de l'essence même de l'Etat sioniste. A cet égard, le comportement de celui-ci en Cisjordanie et à Gaza est un révélateur implacable de sa nature profonde, qu'il parvient à travestir, tant bien que mal, en deçà de la « ligne verte ».

Si, en effet, il n'y a plus de trace visible des villages palestiniens rasés depuis la conquête coloniale sioniste en 1948, les réfugiés toujours présents en Cisjordanie et à Gaza (où ils sont majoritaires) sont là pour témoigner que, « sous Israël, il y a bel et bien la Palestine », pour reprendre une belle formule d'inspiration soixante-huitarde. Par ailleurs, les vertus de la « démocratie israélienne », cet « îlot de civilisation occidentale » sur le flanc de l'Orient « barbare », fondent comme neige au soleil, quand ladite démocratie est confrontée à ses propres limites racistes devant le dilemme des « territoires occupés ». Du coup, les sionistes les plus « colombes » sont eux-mêmes obligés d'avouer qu'en Israël, « Etat démocratique » est une notion inséparable de celle d'« Etat juif », et que remettre en cause cette dernière (en cas d'annexion formelle de la Cisjordanie et de Gaza, avec octroi de la citoyenneté israélienne à leurs habitants) est, pour eux, impensable sans porter atteinte à la première.

En d'autres termes, les sionistes ne peuvent concevoir l'annexion formelle des « territoires » sans l'une des deux choses

suivantes : ou bien l'institutionnalisation formelle de l'apartheid en vigueur *de facto* par rapport à ces territoires, ou alors l'expulsion *manu militari* (le « transfert », comme disent certains sionistes) de leurs habitants. C'est pourquoi ceux qui, comme Shimon Pérès, sont soucieux de maintenir la fiction de l'Etat israélien démocratique, nécessaire pour garantir la continuité du soutien extérieur qui lui est indispensable, explorent une troisième voie qui permettrait à l'Etat sioniste de

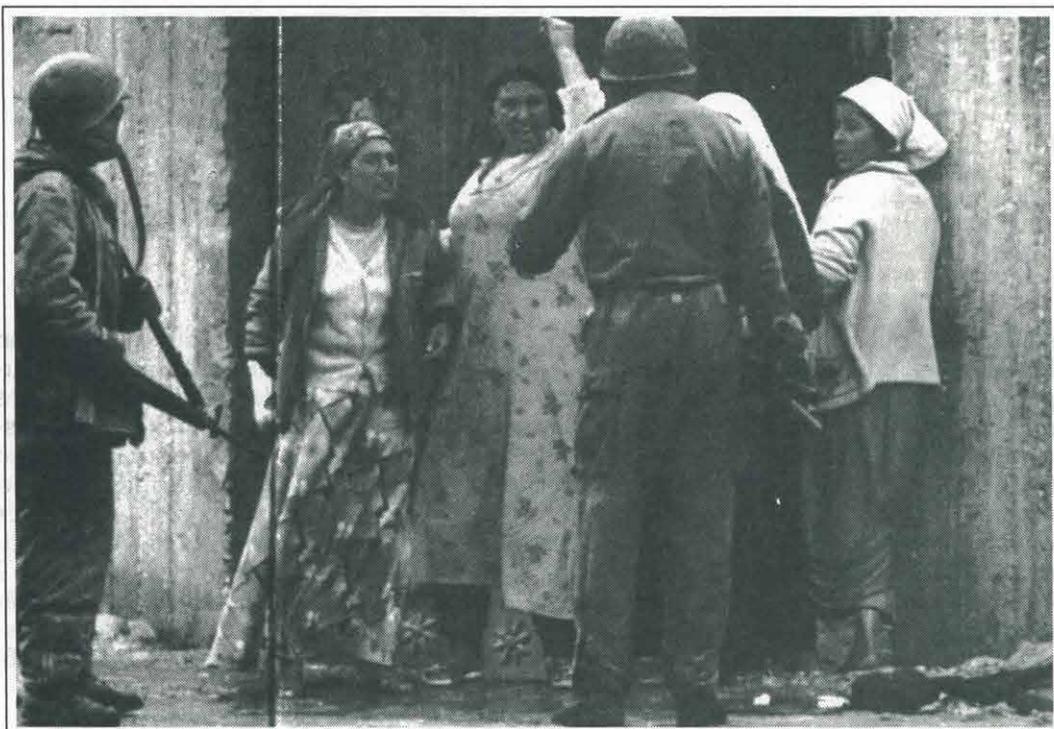
et des autres mythes de l'auto-justification sioniste. Que devient, par exemple, l'affirmation selon laquelle, en 1948, les Arabes — qui étaient largement majoritaires jusqu'en 1948 dans le territoire sur lequel s'est édifié l'Etat sioniste par la force des armes — « n'avaient qu'à rester » au lieu de fuir, pris de panique devant la terreur pratiquée par les bandes armées sionistes ? Comment peut-on soutenir de telles allégations qui reviennent à dire que les sionistes ne demandaient pas mieux, en 1948,



perpétuer son contrôle de la Cisjordanie et de Gaza, tout en plaçant leur population arabe sous une autre juridiction, en l'occurrence celle du roi Hussein de Jordanie. Dans tous les cas de figure, l'impensable c'est bien que soient reconnus aux Palestiniens, en Palestine, des droits égaux à ceux des Juifs, dès lors que les premiers sont trop nombreux pour servir de simple alibi, comme cela est censé être le cas pour les « Arabes israéliens ».

C'est là qu'est la pierre de touche de la prétendue « démocratie israélienne »

que de vivre dans le cadre d'un Etat binational à majorité arabe, alors qu'ils rejettent catégoriquement aujourd'hui la moindre idée d'une cohabitation démocratique avec une minorité substantielle d'Arabes (près de 40 % de la population résidant actuellement sur l'ensemble du territoire de la Palestine du mandat britannique) ? Comment prêter foi au mythe de la « démocratie israélienne », lorsque ceux-là mêmes qui sont censés l'exercer reconnaissent avec tant de candeur le principe raciste intangible sur lequel elle se fonde ?



Comment croire un seul instant qu'un Etat regroupant près de 3,5 millions de Juifs puisse être un havre de démocratie, alors qu'il est fondé sur l'expulsion ou l'oppression directe de quatre millions d'Arabes palestiniens et qu'il se maintient face à un environnement hostile — pour cette même raison — de plusieurs dizaines de millions d'Arabes ? Comment imaginer que, dans ces conditions, Israël puisse être autre chose que, comme le dit Maurice Rajsfus, « une armée qui possède un Etat », une « société militarisée » où « la densité de mitraillettes est tout à fait considérable » ?

On comprend, dès lors, que le seul discours sioniste réellement cohérent, au-delà de l'hypocrisie prétendument démocratique et éminemment contradictoire, c'est le discours ouvertement raciste et mêlé de fanatisme biblique de la droite

sioniste. Ce discours-ci est proprement irréfutable, parce qu'il n'a pas besoin d'être démontré ! C'est le discours de ceux que Maurice Rajsfus surnomme « les enfants de l'Etat-gourou » et dont il affirme que « les spécimens les plus visibles » se trouvent en France, relatant à l'appui de cette affirmation sa propre tentative, houleuse, de s'exprimer en présence de sionistes enragés, à Strasbourg, l'année dernière.

Mais si la parole peut être brouillée par le chahut, l'écrit peut être lu par qui veut se donner la peine de réfléchir. C'est d'ailleurs dans cette optique que Maurice Rajsfus, revenant à la charge, a rédigé *L'Ennemi intérieur*. A nous de lui assurer la plus large diffusion.

\* *L'Ennemi intérieur* de Maurice Rajsfus, Paris, éditions la Brèche.

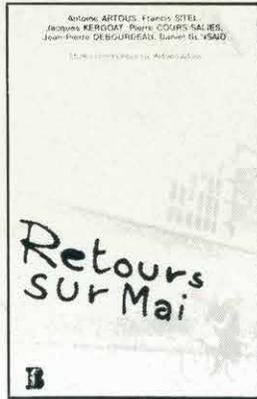
<b>ABONNEMENT</b>			Nom .....	
<b>1. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)</b>			Prénom .....	
			Adresse .....	
3 mois : 200 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F		
		France DOM-TOM	Etranger	
<b>2. AVEC LA PRESSE DE LA LCR</b> 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste			450 F	500 F
<b>3. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE</b>			160 F	
<b>4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an</b>			150 F	170 F
			Formule choisie .....	
			Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80	



## NOUVEAUTES LA BRECHE

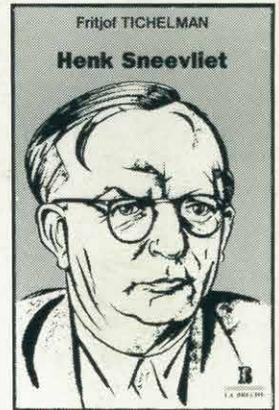
**Retours sur Mai,**  
A. Artous, F. Sitel,  
J. Kergoat,  
P. Cours-Salies,  
J.-P. Debourdeau,  
B. Bensaïd,  
216 pages, 90 F

Les contributions qui forment ce livre rejettent les idées à la mode qui prétendent réduire Mai 68 à une crise de jeunesse. Elles y voient, au contraire, une formidable expérience qui a déterminé les coordonnées politiques de ces vingt dernières années. Elles mettent au centre de leurs réflexions les questions politiques et stratégiques.



**Henk Sneevliet,**  
Fritjof Tichelman,  
176 pages, 80 F

Ce militant révolutionnaire néerlandais a joué un rôle important dans la formation du Parti communiste indonésien et dans la politique du Komintern en Chine. Rompant très rapidement avec Staline, il déploya une intense activité aux Pays-Bas dans les années trente, et son action sous l'occupation nazie le mèna au poteau d'exécution.



**La Marche de Wang Fanxi, mémoires d'un révolutionnaire chinois,**  
320 pages, 98 F.

En 1935, à dix-huit ans, Wang Fanxi rejoignait les pionniers du mouvement communiste chinois. Ce témoignage passionnera tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Chine et au mouvement communiste. Déjà publié aux Oxford University Press.



**Israël, Palestine, l'ennemi intérieur,**  
Maurice Rajsfus,  
208 pages, 90 F.

Dans ce livre, Maurice Rajsfus s'attache à décrire les mécanismes de l'oppression quotidienne, de la répression devenue banale, des « faits divers », du harcèlement conduit par l'occupant israélien depuis plus de vingt ans, qui ont préparé la révolte de la jeunesse palestinienne.



### LA BRECHE EN FLEUR CET ETE

De nombreux titres sont proposés à votre intention en prise directe sur l'actualité (Palestine, anniversaire de Mai 68) ou traitant de problèmes politiques et syndicaux de fond (Racines n° 3, Yougoslavie).

### N'oubliez pas de vous procurer les derniers titres parus :

Maxime Durand, *la Tourmente mexicaine*, 200 p., 73 F.  
Georges Labica, *le Paradigme du Grand-Hornu*, 138 p., 60 F  
Racine n° 2, *Stratégie et Parti*, 142 p., 30 F.  
Racines n° 3, *la LCR et le mouvement syndical, politique et revendications*, 112 p., 30 F  
Laurent Batsch, *la FEN au tournant*, 176 p., 66 F  
Chevillard-Leconte, *Travail des femmes, pouvoir des hommes*, 188 p. 78 F  
Che Guevara, *Ecrits d'un révolutionnaire*, 248 p., 85F

Librairie  
Diffusion

### LA BRECHE

heures d'ouverture  
lundi : de 14 h 00 à  
20 h 00  
du mardi au samedi  
de 12 h 00 à 20 h 00

**Achetez-y  
tous vos livres**

5 % d'avoir à partir  
de 500 F d'achats (de  
livres)

9, rue de Tunis,  
75011 Paris  
Tél : 43 67 63 57